SANTÉ DES AUTOCHTONES

COMPRENDRE POUR BIEN SOIGNER p. 11

Le journal indépendant des étudiants de l'Université de Montréal • **www.quartierlibre.ca**

Q! Quartier Libre

Musique

À l'ère du *streaming*

p. 16-17

Volume 23 • nº 16 • **20 avril 2016**

EN BRÈVES
CAMPUS

UNE PÉTITION **CONTROVERSÉE**

La pétition en faveur de la campagne du boycottage, de désinvestissements et de sanctions (BDS) contre Israël du regroupement étudiant Solidarité pour les droits humains des Palestiniens et des Palestiniennes (SDHPP) UdeM a récemment mené à un différend avec l'association de la communauté juive, Hillel Montréal – Campus UdeM lors de la semaine interculturelle.

PAR ÉMILE DUCHESNE

Le groupe SDHPP UdeM a été créé à l'automne 2015, mais reconnu en janvier 2016.

Photo : Courtoisie SDHPP

« On pense que l'université est un lieu pour tenir des débats, soutient l'étudiante à la maîtrise en histoire et porte-parole du SDHPP UdeM, Mathilde Germond. *Donc, pour nous, la promotion d'une campagne comme BDS a tout à fait sa place ici. C'est une campagne citoyenne qui cherche à faire pression sur Israël et non pas sur son démantèlement. »*

Pour Hillel Montréal – Campus UdeM, la campagne BDS rend l'existence d'Israël illégitime. « *La semaine interculturelle* [du 8 au 12 février dernier] *est un moment de rapprochement. Ça nous a vexés de voir un dépliant faisant la promotion de la campagne BDS, qui cherche le démantèlement de l'État d'Israël* », rapporte l'étudiant au baccalauréat en économie et politique et vice-président aux relations extérieures de l'association, Mosché Amouyal. Celui-ci affirme qu'il est diffamatoire d'affirmer l'existence d'un État d'apartheid en Israël. Ainsi, son groupe a décidé de porter plainte contre la pétition du SDHPP UdeM auprès du Centre de soutien aux regroupements étudiants (CSRÉ).

Le CSRÉ, qui relève de l'Action humanitaire et communautaire (AHC), a demandé aux deux associations de trouver un compromis pour éviter que des mesures soient prises à leur encontre. *« Nous avons jugé que la pétition du SDHPP ne contenait rien d'illégal ou de raciste*, explique le conseiller de l'AHC Jean-François Dufresne. *Les deux groupes ont accepté que la pétition soit gardée et que les deux kiosques soient maintenus. Tout s'est terminé calmement.* »

De plus, le SDHPP UdeM a récemment été la cible de plusieurs attaques par courriel et sur Facebook, selon l'étudiante au baccalauréat en anthropologie et responsable aux affaires internes du SDHPP, Zeina Mawassi. *« Le plus désolant c'est que le Hillel n'est même pas venu nous voir avant de faire sa plainte,* soutient-elle. *S'ils étaient venus nous voir, on aurait peut-être pu désamorcer la situation. »*

Hillel Montréal – Campus UdeM soutient que la plainte a été formulée dans le but d'éviter une confrontation directe entre les deux groupes. « *Au Hillel, on dénonce toute forme de haine,* dit Mosché. *Par contre, même si on est pour la liberté d'expression, on trouve que la promotion de BDS n'a pas sa place à l'université.* »

Reconnue officiellement par l'UdeM en janvier 2016, le SDHPP UdeM poursuit la double mission d'informer sur les enjeux palestiniens et de promouvoir la campagne de BDS envers Israël. De son côté, l'association Hillel Montréal – Campus UdeM, organise des évènements réunissant la communauté étudiante juive.

Sport

DEUX ÉQUIPES RODÉES

À sa première saison à la barre des équipes de tennis de l'UdeM, l'entraîneur-chef Andrzej Zaleski a déjà remporté l'or dans les circuits ontarien et québécois. Pour lui, l'objectif ultime demeure toutefois l'obtention d'une médaille aux Championnats universitaires canadiens en juillet 2016.

PAR ENRIQUE COLINDRES

Photo : Courtoisie Carabins

Les deux équipes de tennis de l'UdeM ont vaincu, tour à tour, le Vert et Or de l'Université de Sherbrooke en demi-finale et les Martlets de l'Université McGill en finale québécoise.

Les Carabins sont les seules deux équipes québécoises de tennis universitaires, avec celles de McGill, à jouer dans le circuit ontarien durant la saison d'automne et dans le circuit québécois à l'hiver. *« Dès le départ, on savait qu'on avait une bonne équipe chez les filles,* explique Andrzej Zaleski. *Puis, quand on a battu en Ontario, en finale, les championnes canadiennes* [NDLR : L'Université York], *on savait que le potentiel était là. »*

Selon l'entraîneur-chef, cela permet à ses joueurs d'être mieux préparés pour se qualifier pour les Championnats canadiens. *« Chaque année, l'objectif est la saison québécoise parce que c'est celle qui nous qualifie pour le Championnat canadien,* précise-t-il. *Donc, on utilise la ligue en Ontario pour faire des tests et regarder comment les joueurs réagissent lors des matchs. On sait que ça donne un avantage par rapport à d'autres équipes. »*

Si l'équipe féminine a été dominante dans les deux circuits, remportant l'or contre l'Université York en Ontario et contre l'Université McGill dans une victoire décisive de 5-2, le 3 avril dernier, l'équipe masculine a connu plus de difficultés. Les hommes ont dû se contenter d'une troisième place en Ontario. Ils se sont toutefois bien repris au Québec en triomphant des Martlets de l'Université McGill par la marque de 4-3, le 3 avril aussi.

Les Championnats universitaires canadiens de tennis sont organisés dans le cadre de la Coupe Rogers, qui a lieu cette année au Stade Uniprix à Montréal, du 23 au 31 juillet 2016. Les équipes de quatre joueurs et joueuses des Carabins devront y affronter la meilleure équipes universitaire de l'Ontario, celle du Québec, celle de l'Ouest canadien et celle des Maritimes.

Nombre de la semaine :

19 504 $

C'est le montant du contrat accordé, de gré à gré, par l'UdeM à **Beaupré Michaud et Associés, Architectes**, pour la réfection de la terrasse du pavillon Thérèse-Casgrain.

Source : Système électronique d'appel d'offres du Québec, 14 avril 2016

PRIX DE LA SESSION D'HIVER 2016 DE Quartier L!bre

Les étudiantes au certificat en journalisme, **Pascaline David** et **Catherine Poisson** se partagent une bourse de 250 $ pour les meilleurs articles de la session, pour Sous la loupe de la vérificatrice et Le retour de Figaro. Cette bourse est offerte par la Fédération des associations étudiantes du campus de l'UdeM (FAÉCUM).

Photo : Courtoisie El Padre Gatuzzo

L'étudiant au baccalauréat en histoire **Félix Lacerte-Gauthier** se mérite une bourse de 125 $ pour la meilleure implication à *Quartier Libre*, offerte par l'Association générale des étudiants et étudiantes de la Faculté de l'éducation permanente (AGEEFEP). L'étudiant à la majeure de littérature de langue française **Raphaël Boivin-Fournier** remporte quant à lui la bourse de meilleure progression de 125 $, aussi décernée par l'AGEEFEP.

BRAVO AUX GAGNANTS !

1er rang : Pascaline David, la coordonnatrice aux affaires associatives de la FAÉCUM, Camille Chabot-Martin, Catherine Poisson, Félix Lacerte-Gauthier, la vice-présidente de l'AGEEFEP, Fatine Kabbaj et Raphaël Boivin-Fournier. **2e rang :** L'équipe de rédaction de *Quartier Libre* : Alice Mariette, Camille Feireisen, Enrique Colindres, Guillaume Mazoyer.

CONCOURS

CETTE SEMAINE **Quartier L!bre** VOUS OFFRE LA CHANCE DE GAGNER **UN ATELIER AU CHOIX POUR LE PRINTEMPS 2016 !**

Pour participer, il suffit d'aimer la page Facebook de *Quartier L!bre* et de répondre à la question suivante en message privé :

QUEL EST LE NOM DU NOUVEAU PRÉSIDENT DE L'UNION ÉTUDIANTE DU QUÉBEC (UEQ) ?

Lisez attentivement, la réponse se trouve dans ce numéro. Vous avez jusqu'au **25 avril**. Faites vite !

saé Activités culturelles Services aux étudiants — Université de Montréal

ÉDITO

GRIMPER LA MONTAGNE POUR L'EXAMEN FINAL

PAR ALICE MARIETTE

Faisant fi des examens de fin de session, l'UdeM a décidé de fermer complètement le tunnel de la rampe mobile dès le 18 avril. Pour tous ceux qui ont leurs finaux à Roger-Gaudry ou dans les pavillons voisins, n'oubliez pas de chausser vos meilleurs souliers, car l'ascension va être rude !

Déjà, il n'y avait ni rampe mobile descendante depuis décembre 2015 ni rampe ascendante depuis février dernier et il n'est maintenant même plus possible d'emprunter les escaliers adjacents. Cela jusqu'au mois de novembre (si tout va bien) en attendant des escaliers électriques flambants neufs.

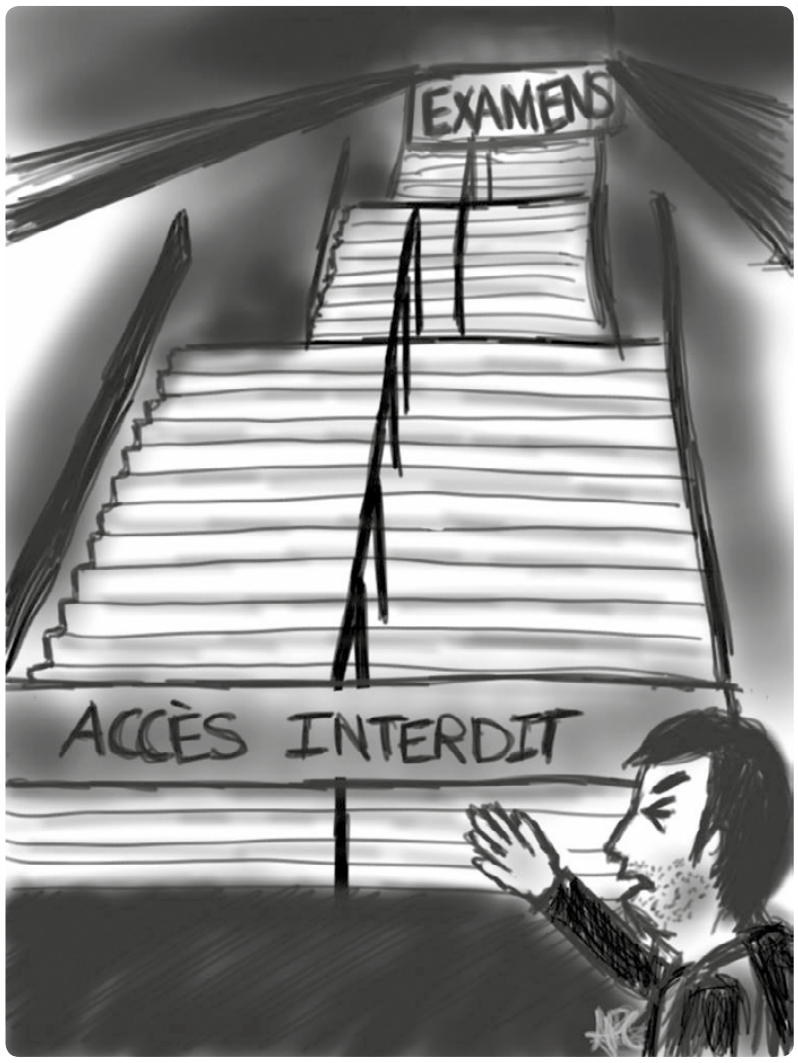


Illustration : Adriane Paquin-Côté

Changement d'échéancier

Initialement, les travaux devaient commencer le 28 avril, prévoyant ainsi la fermeture complète du passage à cette date. Un échéancier plutôt logique, correspondant à la fin de la session d'hiver et le début de celle d'été, où la fréquentation étudiante est au plus bas. Mais finalement, l'UdeM prend dix jours d'avance. Pourquoi? « *La mise hors service de la rampe mobile* [ascendante] *le 19 février dernier,* à *la suite du tragique accident, nous a forcés* à *revoir l'échéancier et* à *commencer les travaux plus tôt* », justifie le porte-parole de l'UdeM, Benjamin Augereau. Il précise aussi que cela permettra de finir les travaux avant les premières neiges de fin d'année… et les examens de la fin de session d'automne.

Mais finalement, personne n'avait pensé aux premières neiges avant l'accident ? « *Oui, bien sûr, ces problèmes avaient été identifiés,* répond M. Augereau. *Cependant* [...] n*ous avons ici l'occasion de devancer les travaux et donc de les éviter.* » Mais, depuis le début, l'UdeM annonce la fin des travaux en novembre 2016, soit largement avant la période des examens d'hiver, de même que pour l'arrivée de la neige. La justification semble donc parfaitement illogique et laisse penser que l'Université a décidé son échéancier sans vraiment s'être préoccupée des examens de la fin de session d'hiver…

Grimpe, grimpe, grimpe !

Alors, pour monter quelles sont les solutions ? Prendre un autocar jaune de Bell Horizons, mis gracieusement à la disposition des usagers et qui passe toutes les 15 minutes (un service qui coûte à l'UdeM 1 100 $ par jour). Les fins de semaine, par contre, la montée à pied s'impose, puisque les samedis et dimanches, le service de navette n'est plus disponible depuis le 26 mars. Si cela représente une belle économie pour l'UdeM (550$ la journée le week-end), l'Université affirme que ce choix est plutôt dû au manque de fréquentation. Par ailleurs, les « personnes aux prises avec une condition physique particulière » doivent, elles, téléphoner pour obtenir un coupon de taxi.

L'ultime solution est donc l'ascension, à pied, en longeant le chemin de la rampe, habituellement strictement réservé aux véhicules. Un détour considérable tout de même, surtout lorsque l'on doit se rendre à son examen. Il n'est pas non plus possible de passer par le sentier boisé, qui fait gagner beaucoup de temps, puisqu'il est encore en cours de réfection et que son ouverture n'est pas prévue avant le 16 mai… Il est vrai que les plus téméraires continuent toutefois à l'emprunter.

Dans tous les cas, il va falloir prévoir du temps pour vous rendre à votre examen ou votre cour et ce jusqu'à la fin de l'année (au moins). Mais, point très positif, fini les rampes vieilles de 50 ans, qui tombaient sans cesse en panne et que certains appelaient « les rampes du diable ».

Et… vous vous demandez, comme nous, comment fait le recteur pour monter ? Probablement assis à l'arrière de son VUS Audi Q5 hybride, conduit par son chauffeur.

Prochaines réunions de production : les mercredis 24 août et 7 septembre à 17 h 00 au local B-1274-6 du pavillon 3200 rue Jean-Brillant.

Quartier L!bre

Émeline Andreani, Manuel Ausloos-Lalanda, Héloïse Bargain, Nassima Bennaceur, Raphaël Boivin-Fournier, Timothée Beurdeley, Amélie Carrier, Miriane Demers-Lemay, Anne Gabrielle Ducharme, Émile Duschesne, Elsa Fortant, Ethel Gutierrez, Félix Lacerte-Gauthier, Ambrune Martin, Catherine Poisson

RÉDACTRICE EN CHEF
Alice Mariette
redac@quartierlibre.ca

CHEFS DE PUPITRE
CAMPUS | Enrique Colindres
campus@quartierlibre.ca
SOCIÉTÉ | Camille Feireisen
societe@quartierlibre.ca
CULTURE | Guillaume Mazoyer
culture@quartierlibre.ca

PHOTOGRAPHIE DE LA UNE
Charles-Olivier Bourque

ILLUSTRATRICES
Adriane Paquin-Côté,
Marie-Claude Légaré

CORRECTEURS
Roxanne Désilets Bergeron,
Cécile Davan, Karine Richard

PHOTOGRAPHE
Charles-Olivier Bourque

DIRECTRICE GÉNÉRALE
Marie Roncari
directeur@quartierlibre.ca

INFOGRAPHE
Alexandre Vanasse

PUBLICITÉ
Accès-Média | accesmedia.com

IMPRESSION
Hebdo-Litho

POUR NOUS JOINDRE
Tél. : 514 343-7630
Courriel : info@quartierlibre.ca
Site web : www.quartierlibre.ca
Quartier Libre est le journal des étudiants de l'Université de Montréal publié par *Les Publications du Quartier Libre*, une corporation sans but lucratif créée par des étudiants en 1993. Bimensuel, *Quartier Libre* est distribué gratuitement sur tout le campus de l'Université de Montréal et dans ses environs. Tirage de 6 000 exemplaires.

Nos bureaux sont situés au :
3200, rue Jean-Brillant
(local B-1274-6)
Montréal (Québec) H3T 1N8

Dépôt légal :
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISSN 1198-9416
Tout texte publié dans *Quartier Libre* peut être reproduit avec mention obligatoire de la source.
PROCHAINE TOMBÉE
29 août 2016
PROCHAINE PARUTION
7 septembre 2016

UNE PROGÉNITURE SUR MESURE

Élodie Bouchard fait partie des 25 finalistes du concours canadien *J'ai une histoire à raconter* du Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH). L'étudiante à la maîtrise en sociologie à l'UdeM questionne les normes d'apparence comme critère de sélection dans la fécondation in vitro. Elle explique la pertinence de son travail de recherche dans une courte vidéo.

PROPOS RECUEILLIS PAR MIRIANE DEMERS-LEMAY

***Quartier Libre :* Pourquoi as-tu choisi comme sujet la fécondation in vitro pour analyser les normes d'apparence ?**

Élodie Bouchard : Les banques de gamètes sont bâties sur la sélection de critères physiques et de traits sociaux des donneurs de sperme et d'ovules. On attribue une certaine valeur à ces critères, puis on hiérarchise la valeur d'un individu sur la base de ces derniers. Les donneurs sélectionnés sont ensuite décrits dans de grands catalogues en ligne, où l'apparence physique et les traits sociaux, comme la personnalité et l'appartenance religieuse, sont décortiqués de A à Z.

> *« Je voulais qu'on voie à quel point la marchandisation du corps humain était vraiment évidente. Les gens ne s'attendent pas à ça.»*
>
> **Élodie Bouchard**
> Étudiante à la maîtrise en sociologie à l'UdeM

Mon travail se concentre sur les critères utilisés dans ces catalogues. Quels sont ceux utilisés pour mettre en valeur les individus ? Quel idéal esthétique sous-tendent-ils et créent-ils ? Sur quelle base estime-t-on la valeur génétique des donneurs ? Que nous révèlent ces marqueurs de valeur ? La personnalité attribuée aux gamètes est influencée par les normes d'apparence et de performance valorisées dans notre société. Par exemple, une banque de sperme spécialisée dans des donneurs grands, blancs, costauds et jeunes avance un certain idéal de masculinité. En même temps, la fécondation in vitro renforce ces normes et en crée d'autres. Or, ces normes peuvent générer de l'exclusion sociale et une intolérance grandissante envers la différence.

***Q. L.* : Comment as-tu conçu ta vidéo ?**

É. B. : C'était un travail conjoint avec mon [copain]. Je voulais qu'on voie à quel point la marchandisation du corps humain était vraiment évidente. Les gens ne s'attendent pas à ça. En mettant des images de sites de banques de sperme, je trouvais que ça parlait de soi. C'est vraiment une industrie mondiale. C'est pour ça que je voulais quand même un rythme accéléré dans ma vidéo pour, justement, traduire un peu cette espèce de croissance économique illimitée qui est liée à l'industrie de la fertilité.

***Q. L.* : D'autres enjeux sociologiques ont-ils été soulevés par ton sujet d'étude ?**

É. B. : Je m'intéresse aussi à la marchandisation du corps humain à travers la fécondation in vitro. Dans notre société, on a un malaise moral à faire du corps humain un objet de transaction économique. Or, on observe l'imbrication d'une logique marchande néolibérale dans ce domaine médical.

La dématérialisation du corps nous permet de mettre les gamètes sur le marché. On part d'un corps sacralisé et on le décompose. On est alors capable de mettre sur le marché des produits du corps humain. Pour que cette marchandisation du corps humain soit possible, on idéalise et on matérialise ces gamètes en leur associant des traits allant de pair avec des idéaux de masculinité et de féminité.

***Q. L.* : Quels sont les défis auxquels tu fais face dans ton travail de recherche ?**

É. B. : Il y a une grande acceptation sociale de la fécondation in vitro. Il s'agit d'une pratique normalisée, qu'il est difficile de remettre en question sans toucher la sensibilité des gens. Quand on vient critiquer cette pratique, des tensions se créent, et ce, même dans le milieu féministe. Plusieurs femmes prônent l'accès aux nouvelles technologies de reproduction. Ces technologies permettent de choisir le moment auquel une femme veut avoir un enfant ou bien d'avoir un enfant sans partenaire. La fécondation in vitro est perçue comme une pratique venant pallier des réalités biologiques. Toutefois, il y a aussi des logiques d'exploitation du corps féminin derrière ces technologies.

***Q. L.* : Quelle est l'importance de cet enjeu dans la vie des Canadiens ?**

É. B. : On est dans une période active de questionnement au Québec sur l'encadrement de la fécondation in vitro. Toutefois, on a déjà sauté à la conclusion qu'il s'agit d'un droit, sans questionner la pratique outre mesure. Ce que je propose, c'est de se questionner sur la pratique même. A-t-on envie, en tant que société, de privilégier ce type de pratique ? Est-ce que le gouvernement devrait le financer, ou pas ? J'ai l'impression que mes travaux de recherche, mais également ceux de mes collègues, apportent une pensée critique et éthique de la complexité de ces enjeux. Le gouvernement pourrait consulter ces rapports et les utiliser en tant que documentation critique pour la mise en place des législations répondant mieux à la complexité de ces questions.

ÉLODIE BOUCHARD est étudiante à la maîtrise en sociologie à l'UdeM, où elle a aussi complété son baccalauréat dans le même domaine. Elle a par ailleurs été chargée de projet pour SEUR (Sensibilisation aux études, à l'université et à la recherche) de 2011 à 2015, une initiative qui vise à encourager la persévérance scolaire chez les élèves du secondaire en leur permettant d'explorer différentes perspectives d'études et de carrières.

Photo : Charles-Olivier Bourque

Le concours annuel *J'ai une histoire à raconter* met les étudiants canadiens de niveau postsecondaire au défi de démontrer, en trois minutes ou 300 mots, l'impact positif qu'a la recherche financée par le Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH) sur la vie des Canadiens. Chacun des **25 FINALISTES** au concours recevra un prix de 3 000 $ et sera convié à l'événement du même nom se tenant au **CONGRÈS DES SCIENCES HUMAINES 2016**, du 30 mai au 5 juin, à l'Université de Calgary. Les noms des cinq grands gagnants seront dévoilés à cette occasion.

Image tirée de la vidéo d'Élodie Bouchard

Dans sa vidéo, Élodie Bouchard explique le lien entre les banques de gamètes et la sélection génétique des embryons dans les cliniques de fertilité.

UN PLAN POUR INCITER À RECYCLER

L'UdeM souhaite augmenter le taux de récupération des déchets recyclables à 70 % et celui des résidus alimentaires à 60 % d'ici 2020. Pour l'aider à atteindre ces objectifs, des étudiants en communication ont été sollicités afin d'élaborer une campagne promotionnelle. Trois groupes se sont démarqués par leurs propositions originales et efficaces.

PAR EMELINE ANDREANI

Au mois de mars, l'Unité du développement durable de l'UdeM a demandé à des groupes d'étudiants du cours Planification en communication interne d'élaborer leur propre stratégie. Dotés d'un budget fictif de 15 000 $, les étudiants ont reçu le mandat de concevoir une campagne susceptible de convaincre leurs pairs à récupérer leurs déchets. Les deux chargés du cours, Guy Angrignon et Serge Régnier, ont évalué les projets présentés. *« La demande du client* [l'Unité du développement durable] *était que la campagne soit une campagne d'information, de motivation et de mobilisation,* précise M. Angrignon. *On a donc évalué les étudiants par rapport à la pertinence de leur campagne de sensibilisation. »*

Parmi la dizaine de groupes, composés de sept ou huit étudiants, trois se sont distingués par la rigueur de leur plan, leur analyse des besoins du client et les stratégies créatives présentées. *« Ils ont aussi fait preuve d'un grand dynamisme lors des présentations orales en classe »,* précise M. Angrignon.

Ces trois groupes ont ensuite présenté le 12 avril leur stratégie de communication à l'Unité du développement durable. *« Nous n'avons pas encore défini de budget final, car il est beaucoup trop tôt dans le projet »,* indique toutefois le conseiller en développement durable de l'UdeM, Luc Surprenant.

Chaque équipe a dû proposer un plan en réaction à trois constats sur les habitudes de récupération à l'Université issus d'un audit mené par des étudiants aux cycles supérieurs à l'automne 2015 : les bacs de recyclage ne sont pas assez visibles ; l'affichage n'est pas clair ; plusieurs étudiants jettent leurs déchets à la poubelle sans se demander s'ils sont recyclables.

Trois approches gagnantes

L'équipe nommée Tribac souhaite utiliser la totalité de son budget dès la première année. *« L'idée est de mettre en œuvre tous les moyens pour bien lancer la campagne,* explique l'étudiante responsable du groupe Marie-Michèle Percio. *Mais en contrepartie, on a imaginé des stratégies qui nous permettent d'avoir des redevances jusqu'en 2020 ».* Son équipe propose de vendre des verres à bière recyclables et réutilisables à 5 $ lors d'événements comme les matchs des Carabins et le Party du 2e étage de la FAÉCUM.

De son côté, l'équipe Alpha Communication propose de faire appel aux joueurs des Carabins. *« Leur image entraîne un sentiment d'appartenance chez les étudiants de l'Université »,* explique Marie-Noël Kozhaya, l'étudiante porte-parole de l'équipe. Son groupe veut créer des affiches et des vidéos mettant en scène les joueurs afin de sensibiliser les étudiants. Il prévoit aussi organiser des présentations dans les classes afin de parler de l'importance du recyclage.

L'équipe Tribac de l'étudiante Marie-Michèle Percio.

Photos : Charles-Olivier Bourque

Selon Recyc-Québec, pour satisfaire aux exigences du niveau 3, l'UdeM doit avoir mené au minimum trois activités d'information ou de sensibilisation sur le campus et mettre en place au moins cinq mesures de réduction ou de réemploi dans au moins trois catégories de matières résiduelles. L'Université doit aussi instaurer des mesures de recyclage ou de valorisation pour un minimum de trois catégories de matières résiduelles et récupérer au moins 70 % de ses matières résiduelles.

Pour sa part, l'équipe Vision Ère, représentée par Mathilde Germain, pense distribuer des pastilles de couleur correspondant à chaque type de rebut dans les cafétérias principales du campus, durant les deux premières semaines de chaque session, afin d'aider les étudiants à jeter leurs déchets dans les bons bacs. Le groupe a également imaginé la mise en place de bandes colorées dans le prolongement des bacs de recyclage. *« On veut représenter les déchets quotidiens des étudiants, comme les gobelets de café, dans ces bandes afin qu'ils repèrent plus facilement les bons bacs »,* explique-t-elle.

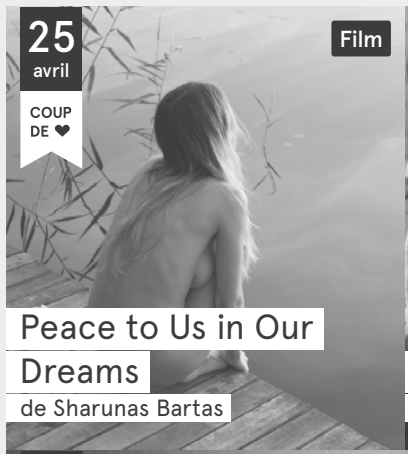
Objectif 2020

Ce projet s'inscrit dans la politique de développement durable adoptée par l'UdeM au printemps 2014, qui vise notamment à respecter les critères du programme de reconnaissance ICI ON RECYCLE ! de Recyc-Québec. *« L'UdeM est actuellement certifiée niveau 2,* explique M. Surprenant. *Nous souhaitons éventuellement faire progresser l'établissement vers le niveau 3* [voir encadré] *du programme. »* Il estime que, pour atteindre ce dernier échelon, l'UdeM devra hausser son taux de récupération, d'où l'importance d'une stratégie de communication efficace.

À la suite du concours, un stage rémunéré au sein de l'Unité du développement durable sera proposé à un étudiant en communication de mai à juin 2016. Selon M. Surprenant, celui-ci sera accordé prioritairement à un membre d'une des équipes gagnantes. L'étudiant choisi aidera à concevoir le nouveau plan de communication de l'UdeM.

L'équipe Alpha Communication de l'étudiante Marie-Noël Kozhaya.

À voir au **Centre Phi**



Billets et programmation complète sur **centre-phi.com**

407, rue Saint-Pierre, Vieux-Montréal Square-Victoria—OACI

phi.

NUTRITION

DIS-MOI CE QUE TU **MANGES...**

Le Centre de santé et de consultation psychologique (CSCP), les Services aux étudiants (SAÉ) et des chercheuses du département de nutrition mènent une étude sur les habitudes alimentaires des étudiants de l'UdeM. L'offre alimentaire et le soutien offert sur le campus devront s'adapter en fonction des résultats recueillis.

PAR ANNE GABRIELLE DUCHARME

Photo : Sarah Bouchaib

L'étude « Dans votre assiette ? » comporte 25 questions à choix multiples.

« *Nous avons des perceptions des comportements alimentaires, qui proviennent du terrain ou encore de notre expérience en clinique et ce sondage va nous permettre de les valider* », soutient la nutritionniste du Centre de santé et de consultation psychologique de l'UdeM, Amélie Sabourin. Le sondage « Dans votre assiette ? », qui s'adresse à tous les étudiants de l'UdeM et de ses écoles affiliées, permettra de mieux connaître les besoins et intérêts sur le plan alimentaire de la population étudiante.

La professeure au département de nutrition de l'UdeM et instigatrice du projet, Marie Marquis, voit dans cette recherche l'occasion d'améliorer l'offre de services à l'Université. *« Les données recueillies pourront potentiellement servir d'argument pour inciter les services alimentaires à offrir des produits plus santé »*, illustre-t-elle. En démontrant, par exemple, qu'il y a une demande pour des produits biologiques, il sera plus facile d'inciter les fournisseurs alimentaires à adapter leur offre.

Quinze motivations, seize profils

Pour élaborer le sondage, l'étudiante à la maîtrise en nutrition à l'UdeM Annie Talbot, dirigée par Marie Marquis, s'est inspirée du « Eating Motivation Survey », une étude américaine menée en 2012 par les chercheurs Renner et associés. Le sondage cible quinze facteurs déterminant les choix alimentaires, établissant un lien entre la psychologie d'un individu et son comportement alimentaire. « *Par exemple, je mange ce que je mange par habitude, en raison du prix, par commodité ou simplement pour subvenir au besoin de manger* », résume Annie.

Ces motivations ont inspiré le questionnaire du sondage à l'UdeM. *« Chacun de nos énoncés sous-tend une ou plusieurs motivations,* poursuit Annie. *Cela va nous permettre de savoir quelles motivations sont les plus récurrentes. »* Le sondage propose à ceux qui le remplissent seize profils d'étudiants fictifs. « Jo Labalance » consomme des aliments qui l'aideront à perdre du poids et à augmenter sa masse musculaire, « Raph Auxfourneaux » mange ce qu'elle cuisine et « Juju Enexamen » perd le contrôle de son alimentation en fin de session.

Une offre adaptée

Plus les données récoltées seront précises, plus l'offre de services offerts par les SAÉ et le contenu des cafés et cafétérias du campus pourront être adaptés. Selon Mme Marquis, son équipe pourra, par exemple, déterminer à quelles préoccupations les étudiants du Département de communication ou d'enseignement sont plus sensibles, et adapter les campagnes d'information en conséquence. « *Si le prix des aliments est une préoccupation qui ressort beaucoup, nous allons suggérer de créer des ateliers sur les façons de monter un menu à petit budget* », ajoute Annie.

Le sondage représente une avancée pour les responsables des SAÉ. *« On va avoir, à la grandeur du campus, une idée de l'attente des étudiants et les services sauront globalement que, s'ils élaborent une activité sur le campus, par exemple sur le gaspillage alimentaire, il va y avoir une résonance, un auditoire qui est sensible à ça »*, poursuit-elle. Selon Anne Talbot, les données du sondage permettront à l'UdeM de se mettre au diapason des habitudes alimentaires de la population étudiante.

ÉTUDES CLASSIQUES

À LA DÉCOUVERTE DE L'ANTIQUITÉ

Dans le cadre du huitième colloque interuniversitaire des études classiques tenu à l'UdeM, *Quartier Libre* a tenté d'établir l'attrait de ce programme pour les étudiants. Sur le campus, l'environnement de recherche et la possibilité de réaliser un stage sur le site archéologique d'Argilos en Grèce sont les aspects principaux évoqués par les acteurs du milieu.

PAR AMÉLIE CARRIER

Les programmes en études classiques sont pluridisciplinaires et permettent aux étudiants de toucher à l'anthropologie, l'archéologie, la philosophie, l'histoire, la littérature et les langues. *« Ce sont les aspects historiques et archéologiques de l'Antiquité, et non pas philosophiques ou littéraires, qui intéressent le plus grand nombre d'étudiants, à en juger par les sujets de mémoire »*, soutient le professeur agrégé en littérature latine classique et comédie romaine, Benjamin Victor.

> *« La culture gréco-romaine constitue le ciment légal, politique, linguistique et culturel de nos sociétés. »*
>
> **Vincent F. Bélanger**
> Étudiant à la maîtrise en études classiques à l'UdeM

Selon l'étudiant à la maîtrise en études classiques à l'UdeM et président de l'Association des étudiants du Centre d'études classiques (AÉCÉCUM), Jonathan Castex, l'étude des civilisations bordant le bassin méditerranéen, de l'invention de l'écriture jusqu'à la chute de l'Empire romain, nécessite un programme spécifique, de par la pluralité des disciplines concernées et la complexité de la recherche. *« Négliger le passé, c'est menacer le futur et l'héritage des anciens »*, pense-t-il.

Pour l'étudiant à la maîtrise en études classiques à l'UdeM Vincent F. Bélanger les études classiques ont toujours leur place à l'université en 2016. *« La culture gréco-romaine constitue le ciment légal, politique, linguistique et culturel de nos sociétés »*, affirme-t-il. Selon lui, un des aspects prisés du programme du baccalauréat à l'UdeM est la possibilité de compléter un stage archéologique à l'étranger, sur le site d'Argilos en Grèce.

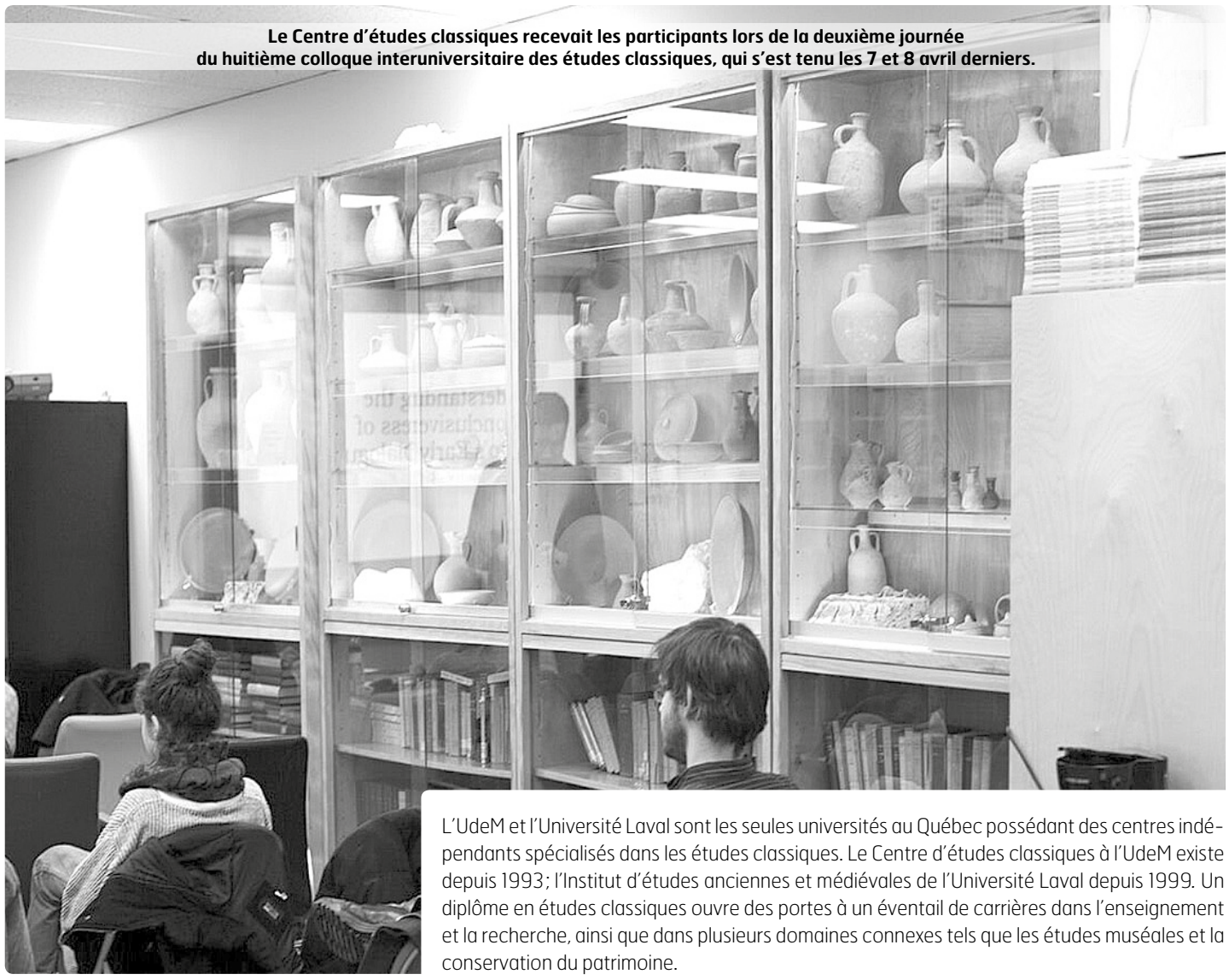
Contrairement à d'autres universités qui n'ont pas l'obligation de s'inscrire à des cours de grec ancien et de latin pour obtenir un diplôme de premier cycle, le baccalauréat en études classiques à l'UdeM exige que les étudiants s'inscrivent pour un minimum de six crédits pour chacune des deux langues. *« C'est certain que ça peut rebuter certains étudiants qui vont aller voir ailleurs »*, explique le professeur titulaire et directeur du Centre d'études classiques, Louis-André Dorion.

Un programme intemporel

Le nombre de demandes d'admission en études classiques est stable d'année en année, selon le professeur agrégé en Histoire romaine et Antiquité tardive à l'UdeM, Christian Raschle. Le baccalauréat bidisciplinaire en études classiques et anthropologie est le plus populaire depuis quatre ans, avec une moyenne de 18 inscriptions par année, selon des chiffres fournis par la technicienne en gestion de dossiers étudiants, Hélène Leduc. Le baccalauréat bidisciplinaire en philosophie et études classiques récolte le plus faible nombre d'inscriptions, six en moyenne par année depuis 2012. Le baccalauréat spécialisé, lui, accueille environ 16 étudiants par année.

Selon le professeur Dorion, deux ou trois étudiants s'inscrivent à la maîtrise chaque année. Toutefois, les cours de langues relevant du Centre d'études classiques à l'UdeM attirent aussi de plus en plus d'étudiants. Une hausse d'inscription de l'ordre de 20 % dans les cours d'introduction au grec et au latin a été constatée pour l'année 2015-2016.

Au début des années 1990, l'Université prévoyait embaucher trois professeurs supplémentaires à temps plein au sein du département, mais les coupes budgétaires dans la deuxième moitié de la décennie ne l'ont pas permis, selon le professeur Raschle. *« Nous sommes actuellement cinq au Centre et nous allons le rester pour les prochaines années »*, précise-t-il. D'après M. Victor, la pérennité des programmes en études classiques n'est pas menacée, malgré les coupes subies au cours des dernières années.



Le Centre d'études classiques recevait les participants lors de la deuxième journée du huitième colloque interuniversitaire des études classiques, qui s'est tenu les 7 et 8 avril derniers.

Photo : Charles-Olivier Bourque

L'UdeM et l'Université Laval sont les seules universités au Québec possédant des centres indépendants spécialisés dans les études classiques. Le Centre d'études classiques à l'UdeM existe depuis 1993 ; l'Institut d'études anciennes et médiévales de l'Université Laval depuis 1999. Un diplôme en études classiques ouvre des portes à un éventail de carrières dans l'enseignement et la recherche, ainsi que dans plusieurs domaines connexes tels que les études muséales et la conservation du patrimoine.

McGill

Chaque année, il y a environ 115 inscriptions pour le programme d'études classiques, soit 45 inscriptions à la majeure et 70 à la mineure, selon le professeur associé et directeur du programme de premier cycle au Département d'histoire et d'études classiques de l'Université McGill, Michael Fronda. Une moyenne de trois étudiants par année s'inscrivent dans le programme de maîtrise. Selon lui, ce nombre risque d'augmenter au cours de la prochaine année, la nouvelle maîtrise sans mémoire obligatoire attirant énormément d'étudiants jusqu'à maintenant.

Le programme se distingue par son côté artistique. *« La particularité du programme à l'Université McGill est le fort intérêt envers le théâtre et la performance, qui est plutôt inexistant dans les programmes des autres universités québécoises »*, explique M. Fronda. Chaque année, les étudiants doivent traduire une pièce de théâtre du grec ancien au français pour ensuite la produire, une facette qui en attire plusieurs, selon lui.

Université Laval

En moyenne, 50 étudiants s'inscrivent au programme d'études anciennes au premier cycle (certificat et baccalauréat regroupés), 18 à la maîtrise et 15 au doctorat, depuis plusieurs années, selon la professeure et directrice par intérim de l'Institut d'études anciennes et médiévales de l'Université Laval, Pascale Fleury. L'Université Laval est la seule université au Québec à offrir un doctorat en études classiques.

« Notre but est, bien sûr, de former des spécialistes en études anciennes, mais également d'aider à l'épanouissement de citoyens conscients et critiques à travers l'étude des fondements de la civilisation occidentale », indique Mme Fleury. L'Université Laval a aussi recours à des enseignants chercheurs médiévistes, permettant aux étudiants d'avoir une formation solide en études classiques et en langues anciennes.

BORNES *FIXIT*

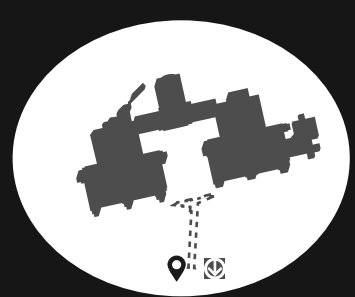
POUR ENTRETENIR VOTRE VÉLO

Quatre endroits sur le campus pour entretenir votre vélo durant la période estivale.

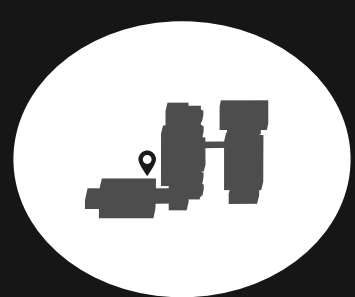
Pavillon Marie-Victorin

Pavillon Marguerite-D'Youville

Pavillon Roger-Gaudry
au bas de la rampe mobile



Pavillon 3200 Jean-Brillant



#ddfeacum

FAECUM.QC.CA

FAÉCUM
développement durable

Le contenu des pages de la FAÉCUM est indépendant de la ligne éditoriale de *Quartier Libre*.

VOYAGES étudiants

Voyages Tour Étudiants vous offre des voyages à bons prix!

Venez vous informer aux comptoirs FAÉCUM!

- 3200 JEAN-BRILLANT
  LOCAL B-1265
- PAVILLON MARIE-VICTORIN
  HALL D'ACCUEIL
- PAVILLON ROGER-GAUDRY
  LOCAL V-114
- CAMPUS LAVAL
  LOCAL 6264

FAÉCUM
comptoirs

VOYAGES TOUR ÉTUDIANT
STUDENT TOUR

EN BRÈVES
SOCIÉTÉ

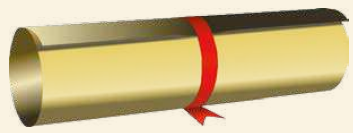
TOUR D'HORIZON DES CAMPUS CANADIENS

GRATUITÉ SCOLAIRE

Les étudiants issus de familles à faible revenu ne paieront plus de droits de scolarité au Nouveau-Brunswick. Le gouvernement met en place un programme d'aide financière pour les étudiants au collège et à l'université dont les familles ont un revenu annuel de 60 000 $ ou moins. L'endettement étudiant de la province est le plus élevé du pays, selon Statistique Canada, soit plus de 35 000 $ après un baccalauréat. Le programme débutera dès la rentrée d'automne 2016. Le gouvernement estime que 7 100 étudiants pourront en profiter.

Source : ICI Radio Canada, 14 avril

ÉTUDIANT SANS UNIVERSITÉ



Vendredi 15 avril, **une trentaine d'étudiants de l'Université Laurentienne du campus de Barrie** se sont rendus au Conseil des gouverneurs sur le campus principal de Sudbury, en Ontario. Ils **réclament la prolongation de tous les programmes** à Barrie jusqu'en 2019. En février dernier, l'université avait annoncé fermer ce campus en 2017. Elle propose aux étudiants de compléter leur diplôme à Sudbury, avec la résidence et la nourriture gratuites. Le Conseil des gouverneurs a rejeté la demande des étudiants et rappelé que le projet de fermeture vise à réduire les dépenses. De leur côté, les étudiants souhaitent poursuivre la mobilisation.

Source : ICI Radio Canada, 15 avril

FORUM SOCIAL MONDIAL

Du 9 au 14 août, **l'UQAM, l'Université McGill et le Cégep du Vieux-Montréal accueilleront le Forum social mondial** (FSM). Pour sa 12e édition, et première dans un pays du Nord, ce dernier attend plus de 50 000 personnes représentant 5 000 organisations de la société civile issues des quatre coins du globe. Ce Forum se donne pour mission de développer des solutions au modèle néolibéral et de créer des liens entre les mouvements sociaux et la mouvance altermondialiste. Plus de 1 500 activités, telles que des conférences, des ateliers et des performances culturelles, sont programmées.

Source : *Actualités UQAM*, 11 avril

ÉTUDIANTS EN MÉDECINE

POINT APRÈS LE PROJET DE LOI 20

La médecine familiale ne semble pas attirer moins d'étudiants depuis la réforme du réseau de la santé, selon le nombre de postes restés vacants à l'UdeM après le choix de spécialisation. Pourtant, pour certains étudiants, cette nouvelle loi a changé leurs plans de carrière.

PAR ETHEL GUTIERREZ

« *Avec la réforme et les nouveaux mandats du Dr Barrette, les postes hospitaliers pour les omnipraticiens deviennent de moins en moins accessibles,* explique l'étudiante en 4e année de médecine Tanya Girard. *Personnellement, cela m'a complètement dissuadée de postuler en médecine familiale. »* D'abord intéressée par la flexibilité et la variété offertes par la discipline, l'étudiante a finalement abandonné son premier choix pour entrer en médecine interne. Selon elle, le projet de loi 20 a entaché l'image de la médecine familiale et découragé de nouvelles cohortes à la considérer comme une option de carrière.

> « *Le gouvernement nous demande d'avoir 55 % de jumelage en médecine de famille.* »
>
> **Geneviève Bouchard**
> Directrice du cabinet de la doyenne de la Faculté de médecine

Sur le campus, après le 2e tour du 12 avril dernier, c'est seulement 14 postes qui sont restés vacants sur un total de 156. *« Le gouvernement nous demande d'avoir 55 % de jumelage en médecine de famille,* précise la directrice du cabinet de la doyenne de la Faculté de médecine, Geneviève Bouchard. *À l'Université, nous avions déjà atteint ce nombre au premier tour. »*

Photo : Charles-Olivier Bourque

Dans l'ensemble du Canada, 51 postes ont été laissés vacants en 2016, dont 44 au Québec. En dehors de la médecine familiale, sept spécialités se partagent 10 postes vacants.

Cette année, le quota exigé par le gouvernement a été plus élevé. *« Nous* [les facultés de médecine du Québec] *avons toutefois comblé un peu plus de places en médecine de famille que l'an dernier, soit 438* [sur 479] *contre 424* [sur 475] *en 2015 »,* remarque le conseiller en communication de la Faculté de médecine de l'UdeM, Louis Tremblay. D'après lui, beaucoup d'activités de promotion ont été faites par les facultés de médecine et cela a porté fruit. *« Depuis le début des années 2000, la promotion de la médecine de famille nous a permis de presque doubler le nombre d'étudiants qui optent pour cette carrière, soit de 254 en 2005 à 438 en 2016 »*, assure-t-il.

De son côté, l'étudiant en 4e année de médecine Harmeet Sing a tout de même choisi la médecine familiale. Bien qu'il ait d'abord pensé se diriger vers la médecine interne, il a été convaincu par ses stages. *« J'ai remarqué que je ne voulais pas me consacrer à une seule partie du corps ou à quelques maladies, mais plutôt de considérer le corps humain comme un ensemble »,* déclare-t-il. D'après lui, la réforme du réseau de la santé remet toutefois en cause la liberté de travailler qui était jusque là un avantage de cette pratique.

L'étudiant en 4e année de médecine Amine Nasri s'est quant à lui préparé à être en concurrence avec plus de candidats dans les autres spécialités, car nul doute pour lui que la réforme a conduit de nombreux étudiants à changer leur choix. *« J'avais déjà anticipé qu'il y aurait beaucoup de postes vacants en médecine familiale et que les autres spécialités seraient excessivement compétitives »,* assure-t-il. Le jeune homme se prépare à entrer en cardiologie.

PROJET DE LOI 20

Adopté en novembre dernier, le projet de loi 20 vise à **améliorer** et à **augmenter l'accès aux médecins de famille**. Pour cela, la loi prévoit imposer aux médecins des quotas de patients, un tarif maximal pouvant leur être facturé ainsi qu'un nombre minimal d'heures en institutions, comme les hôpitaux. Il met également fin au programme public de procréation assistée adoptée en 2010. En mai dernier, **une entente a été signée entre la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec** (FMOQ) **et le ministre de la Santé**, Gaétan Barrette. Les quotas ont été remplacés par une série de mesures telles que la garantie de pouvoir consulter son médecin de famille sous trois jours. L'entente avec la FMOQ prévoit toutefois des sanctions si les objectifs d'accessibilité aux soins ne sont pas remplis d'ici 2018.

SANTÉ DES **AUTOCHTONES**

MIEUX FORMER LES ÉTUDIANTS

Le Groupe d'intérêt en santé autochtone (GISA) de l'UdeM offrira le 30 avril prochain une formation destinée à sensibiliser les étudiants aux questions de santé des Premières Nations. *Quartier Libre* vous propose un aperçu des différentes activités proposées aux étudiants dans ce domaine.

PAR HÉLOÏSE BARGAIN

Pour bien comprendre les enjeux de santé dans les communautés, il faut d'abord mesurer le poids de l'héritage culturel que les siècles de colonisation ont laissé, selon le chirurgien d'origine innu et ancien coordonnateur du volet autochtone de la Faculté de médecine de l'UdeM, Stanley Vollant. Il prend l'exemple du déshabillage en consultation. *« La majorité des gens de 50 ans et plus ont été au pensionnat,* explique-t-il. *Dans le cas où tu aurais été violé* […] *et qu'on te demande de te déshabiller, c'est un peu comme revivre le viol. C'est pourquoi le déshabillage par section* [par étape] *est fortement recommandé. »*

Durant la formation, les étudiants pourront assister à trois conférences de leur choix et s'informer sur différents enjeux tels que la sécurité alimentaire, la pédiatrie et les réalités urbaines des Premières Nations. Les décalages culturels s'expriment de différentes manières, selon l'organisatrice de l'événement, coresponsable du GISA et étudiante en deuxième année de médecine à l'UdeM, Maryse Fagnant. Elle en mentionne deux : les préjugés et l'accessibilité, comme l'assurance médicaments. Historiquement, c'est le ministère canadien des Affaires autochtones et du Nord qui s'occupe des autochtones. *« Le fédéral n'offre pas les mêmes assurances* [qu'au provincial], explique-t-elle. *Cela, plusieurs médecins l'ignorent. Quand on prescrit un médicament couvert par la RAMQ* [Régie de l'assurance maladie du Québec] *à quelqu'un qui est autochtone, il faudrait lui donner un équivalent qui soit couvert par son assurance fédérale. »* (Voir encadré *Assurances maladie*).

En complément aux cours en santé autochtone déjà offerts dans le programme de médecine, le GISA organise cette formation chaque année depuis trois ans. *« Le fait d'avoir une meilleure connaissance peut permettre de combattre les préjugés et les jugements rapides »,* estime Maryse Fagnant.

La finissante au baccalauréat en travail social à l'UdeM Amélie Lapointe espère augmenter ses connaissances en assistant à cette formation. *« Je finis mon baccalauréat en service social et je souhaite poser des actions et mobiliser les jeunes pour les aider dans leur réalité sociale,* affirme-t-elle. *Je trouve que c'est en utilisant leur culture et leurs mœurs qu'on peut arriver à les mobiliser plutôt qu'en cherchant à les assimiler. »*

Ouvrir la voie aux étudiants autochtones

En parallèle, le docteur Vollant a beaucoup œuvré pour ouvrir des postes aux étudiants autochtones dans le programme de médecine. *« C'est important de promouvoir des postes dans les facultés de médecine, mais aussi d'engager plus d'étudiants autochtones,* soutient-il. *Ils pourront avoir un rôle très positif auprès de leur communauté, comme* leaders, *mais aussi comme soigneurs parce que les gens qui viennent de ces communautés-là ont déjà les compétences culturelles. »* Toutefois, même si les avancées sont encourageantes, il reste encore des efforts à faire. À ce jour, la Faculté de médecine ne compte que trois étudiants autochtones inscrits au premier cycle. Selon les calculs du docteur Vollant, il faudrait près de 3000 médecins d'origine autochtone au Québec pour que le ratio entre médecins autochtones et la population autochtone soit équilibré.

À la croisée des chemins se trouve également le programme des mini-écoles de la santé. *« L'idée est d'aller jouer avec eux, de les stimuler, de leur mettre un sarrau et un stéthoscope,* illustre M. Vollant. *Leur apprendre à écouter le cœur et à regarder dans une oreille, leur parler de médecine, de santé, de prévention. Peut-être qu'ils ne deviendront pas tous médecins, mais ils vont peut-être aller très loin. »* Initialement créé par M. Vollant, ce service est aujourd'hui organisé par le GISA et propose à une quarantaine d'étudiants en santé de partir à la rencontre des enfants dans les communautés.

Photo : Courtoisie Ève Forcier-Doddridge

Les étudiants de la faculté de médecine de l'UdeM se sont récemment rendus à Manawan pour la dernière mini-école organisée par le Groupe d'intérêt en santé autochtone.

ASSURANCES MALADIE

Les Premières Nations sont placées sous l'autorité du Canada en vertu de la Loi sur les Indiens, mais la province a choisi de leur offrir quelques services par l'entremise du Secrétariat aux affaires autochtones. Dans certains cas, le Québec se substitue à l'autorité fédérale. Au Québec, les Cris, les Inuits et les Naskapis ont signé une convention avec la province pour accéder à ses services de santé. À part celles-ci, toutes les autres dépendent du fédéral.

Le chirurgien Stanley Vollant a été nommé coordonnateur du volet autochtone de la Faculté de médecine de l'UdeM en 2010.

Photo : Charles-Olivier Bourque

STANLEY VOLLANT À L'UdeM

L'intérêt pour les questions de santé des Premières Nations à l'UdeM a commencé dès la fin des années 1990 sous l'impulsion de Stanley Vollant. En 1994, il devient le premier chirurgien d'origine autochtone au Québec et décide de prendre en main les questions de santé autochtone. Dans les années 2000, il participe à la mise en place d'une entente entre les Premières Nations et Inuits du Québec avec les facultés de médecine pour garantir l'accès, chaque année, à quatre étudiants autochtones dans ces facultés. Cette entente entre en vigueur en 2008. Deux ans plus tard, il devient coordonnateur du volet autochtone de la Faculté de médecine de l'UdeM. Son passage à l'Université va susciter un vif intérêt de la part des étudiants, et le Groupe d'intérêt en santé autochtone voit le jour en 2010

UNION ÉTUDIANTE DU QUÉBEC

REGARD CROISÉ

L'Union étudiante du Québec (UEQ) et l'Association pour la voix étudiante au Québec (AVEQ) organisent chacune ce printemps leur congrès de fondation* et prendront bientôt leurs fonctions. *Quartier Libre* s'est entretenu avec leurs porte-paroles, respectivement Guillaume Girard et Isaac Stethem.

PROPOS RECUEILLIS
PAR RAPHAËL BOIVIN-FOURNIER

***Quartier Libre :* Qu'est-ce qui distingue vos associations l'une de l'autre ?**

Isaac Stethem : L'AVEQ est une association étudiante qui se distingue du lot, notamment par son système de votation à une voix par association. Nous avons fait le choix de ce système pour offrir une meilleure représentation à nos membres comparativement à ce qu'ils pouvaient retrouver à l'UEQ, qui a gardé le même système que celui de la FEUQ [NDLR : mode de votation de la double majorité]. De plus, nous nous positionnons comme progressistes en offrant une autre option aux associations qui ne se reconnaissent pas dans les méthodes de l'ASSÉ [Association pour une solidarité syndicale étudiante].

Guillaume Girard : C'est certain que s'il y a un élément que nous mettons de l'avant et qui nous distingue à l'UEQ, c'est notre volonté de lutter pour améliorer l'enseignement supérieur. D'autres associations comme l'AVEQ se sont donné un mandat beaucoup plus large de défense de différents enjeux, l'enseignement supérieur en étant un parmi d'autres. De notre côté, nous allons nous battre pour l'éducation supérieure avant tout.

EN DATE DU 20 AVRIL 2016, L'**UEQ** REPRÉSENTE **72 000** MEMBRES ET L'**AVEQ, 33 000**.

***Q.L. :* Comment envisagez-vous la perspective de devoir travailler avec d'autres regroupements étudiants ? Pensez-vous, par exemple, fusionner si vous n'atteignez pas vos objectifs de recrutement ?**

I.S. : Il est trop tôt pour parler de regroupement. Pour le moment, nous n'avons pas d'objectif défini pour le recrutement. Nous allons continuer de nous faire connaître dans la prochaine année et, entre temps, nous sommes très ouverts à travailler avec les autres associations quand les dossiers vont s'y prêter.

G.G. : Pour le moment, il n'est pas question de regroupement. Nous sommes déjà l'association la plus importante au Québec en termes de membres et nous sommes déjà plus reconnus que d'autres. Par exemple, je n'ai pas vu l'AVEQ lors du dévoilement du budget provincial récemment. Cela dit, il y a manifestement un désir d'ouverture de la part de nos membres pour toucher les étudiants de tous les horizons et atteindre notre objectif de 200 000 membres ne se fera pas en deux jours.

* Le congrès de fondation de l'UEQ s'est déroulé le 9 avril à l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue et celui de l'AVEQ se déroulera du 21 au 23 mai à l'Université du Québec à Rimouski.

LES CANDIDATS ÉLUS

Lors du congrès de fondation de l'Union étudiante du Québec le 9 avril dernier, les quatre seuls candidats ont été élus aux quatre postes électifs. Présentation des nouveaux visages chargés de défendre les intérêts des 72 000 étudiants québécois que l'Union représente.

PAR RAPHAËL BOIVIN-FOURNIER

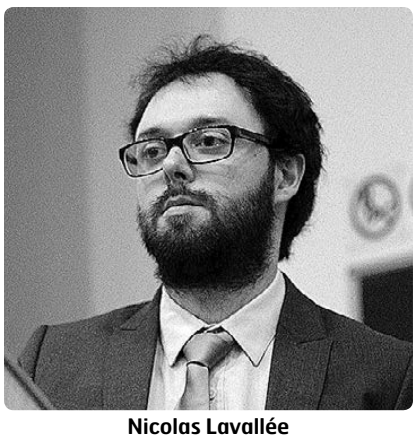


Photo : Sarah Bouchaïb

Nicolas Lavallée
Président de l'UEQ

Nicolas Lavallée, secrétaire général sortant de la FAÉCUM et président de l'UEQ

Nicolas Lavallée promet la transparence. *« La priorité plus institutionnelle va être de monter cette machine, les processus démocratiques et administratifs, et de s'assurer d'avoir une reconnaissance rapide et efficace auprès des acteurs gouvernementaux et de ceux de la société civile »,* affirme-t-il.

Photo : Courtoisie Francis Gravel-St-Pierre

Francis Gravel-St-Pierre
Secrétaire général de l'UEQ

Francis Gravel St -Pierre, ex-responsable aux activités étudiantes de la Fédération étudiante de l'Université de Sherbrooke (FEUS) et secrétaire général de l'UEQ

Francis Gravel St-Pierre estime que sa formation en sciences fait de lui quelqu'un de pragmatique et capable de gérer un budget. *« J'ai accompagné plusieurs équipes dans des ateliers de démarrage d'entreprise* […], explique-t-il. *Je pense avoir acquis un intérêt et une expérience dans les sujets qui touchent les défis que l'UEQ aura à surmonter lors de sa première année. Je me suis aussi impliqué au sein des associations étudiantes à Sherbrooke* […], *ce qui m'a donné beaucoup d'expérience sur la manière dont une association étudiante fonctionne à l'interne. »*

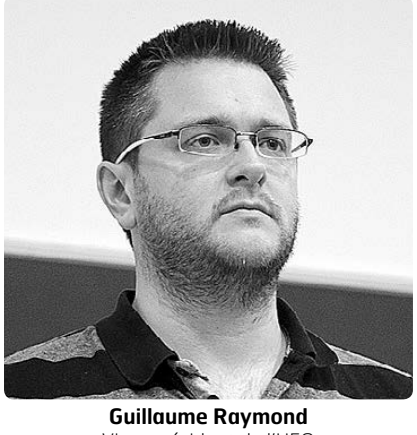


Photo : Sarah Bouchaïb

Guillaume Raymond
Vice-président de l'UEQ

Guillaume Raymond, ex-vice-président aux affaires politiques et externes du Regroupement des étudiants de maîtrise, de diplôme et de doctorat de l'UdeS (REMDUS) et vice-président de l'UEQ

« J'ai les qualités nécessaires pour accomplir les tâches, expose-t-il. *J'ai une bonne vision politique et une belle capacité d'analyse. Je pense que je suis un bon numéro deux, capable d'épauler autant le président que les employés de l'UEQ. »*

L'ex-présidente de l'AéESG et nouvelle coordonnatrice aux affaires sociopolitiques de l'UEQ, **Ariane D. Angrignon**, n'a pas donné suite à nos demandes d'entrevue.

PROCESSUS DÉMOCRATIQUE

Bien que tous les membres des regroupements membres de l'UEQ puissent se présenter aux postes électifs*, certains, comme ceux de l'UdeM, n'en ont pas été informés. Problème de diffusion de l'information ou fonctionnement habituel, le processus de communication des associations diffère.

PAR RAPHAËL BOIVIN-FOURNIER

La FAÉCUM déclare avoir oublié de prévenir ses membres qu'ils pouvaient soumettre leur candidature pour intégrer l'UEQ. Pour cette raison, la Fédération n'a pas participé aux votes lors du congrès de fondation.

De son côté, sans pouvoir affirmer avec certitude que les membres de son association ont reçu un courriel, le vice-président aux affaires externes de l'Association des étudiants de Polytechnique (AEP) Adam Samson affirme que son association a bien fait circuler l'appel à candidatures. *« Ça a été diffusé, entre autres par le bouche-à-oreille et les discussions sur le campus »*, affirme-t-il.

L'Association des étudiants des cycles supérieurs de Polytechnique (AÉCSP) n'a pour sa part pas envoyé de courriels directement à ses membres pour qu'ils posent leurs candidatures. *« Le fait qu'il n'y ait qu'un seul candidat n'a posé aucun problème pour nous, puisque même à l'interne, quand nous faisons des élections, c'est relativement rare qu'il y ait une compétition pour les postes, les gens se concertent entre eux pour avoir une équipe complète »,* note le président de l'AÉCSP, Bruno Belzile.

Du côté de l'AGEUQAT, le président par intérim et responsable des affaires internes, Jean-Sébastien Duguay affirme que l'appel à candidatures a été bien diffusé à ses membres, mais que personne ne s'est montré intéressé aux différents postes. *« C'est certain que l'UEQ est naissante, donc ça peut paraître un très grand défi d'y siéger vu la quantité de travail qu'il reste à faire »,* estime-t-il.

Améliorer la communication

« L'un des principes qui nous caractérisent, c'est le fait que nous voulons préserver la souveraineté locale », affirme le porte-parole de l'UEQ, Guillaume Girard. Il serait donc mal venu, selon lui, que l'UEQ s'ingère dans les processus de diffusion, car ceux-ci appartiennent aux dirigeants de ses associations membres. D'après lui, c'était aussi un des éléments reprochés à la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ). *« L'UEQ doit s'adresser à ceux qu'elle représente directement* [NDLR : les associations], soutient-il. *En envoyant des informations ou des courriels aux étudiants, nous outrepasserions notre mandat. »*. S'il y avait un travail à faire de la part de l'UEQ, pour M. Girard, il serait surtout au niveau de la publicité : l'UEQ doit mieux se faire connaître de ses membres pour attirer le plus de candidatures possible dans l'avenir.

Pour le secrétaire général de l'UEQ, Francis Gravel St-Pierre, celle-ci devra tout de même demander certains comptes à ses associations membres dans des cas où il apparaîtrait un conflit de légitimité. *« Je crois fortement que la participation et l'inclusion des membres individuels sont des piliers importants et primordiaux pour l'UEQ,* affirme-t-il. *C'est pour cette raison que nous devrons faire un suivi serré auprès des associations membres afin de nous assurer que les étudiants reçoivent rapidement toutes les informations nécessaires dans l'avenir. »*

Le regroupement des étudiants de maîtrise, de diplôme et de doctorat de l'UdeS (REMDUS) n'a pas donné suite à nos appels et l'Association étudiante de l'École des sciences de la gestion de l'UQAM (AéESG) n'a pas souhaité répondre à nos questions.

*Candidatures à envoyer du 8 février au 9 mars dernier

HARCÈLEMENT SEXUEL

DIFFICILE DE BRISER LE SILENCE

Dans une lettre ouverte publiée le 7 avril dernier, un groupe militant de l'Université McGill dénonce l'inaction de l'administration en matière d'agression sexuelle. Sans politique claire, les victimes se retrouvent face à des procédures lentes, souvent inefficaces et toujours confidentielles.

PAR CATHERINE POISSON

Dans sa lettre ouverte, le groupe militant pour une politique en matière d'agression sexuelle à McGill explique comment, après deux ans de travail bénévole incluant plusieurs consultations auprès de l'administration de l'Université et une étroite collaboration avec le Doyen aux étudiants, André Costopoulos, McGill a refusé de présenter la proposition devant le Sénat de l'Université. « *On s'attendait à devoir négocier certains points, mais pas à ce que le projet en entier soit refusé*, énonce la représentante du groupe militant, Cecilia MacArthur. *Ça porte à croire qu'ils nous ont seulement utilisés tout ce temps pour se faire une bonne réputation.* » Sans cette politique, aucune procédure n'est spécifiquement établie pour gérer les cas d'agression sexuelle à McGill.

> *« Les victimes peuvent bénéficier de la confidentialité si c'est ce qu'elles souhaitent. Mais il ne serait pas étonnant que cet article vise d'abord à les faire taire pour protéger la réputation de l'Université. »*
>
> **Cecilia MacArthur**
> Représentante du groupe militant pour une politique en matière d'agression sexuelle à McGill

Dans la foulée de la campagne *Sans oui, c'est non !* lancée à l'UdeM en 2014 et qui regroupe maintenant 16 établissements québécois, les universités paraissent déterminées à encourager le débat sur l'importance du consentement sexuel. Pourtant, l'article 5.7.4. de la politique de l'Université McGill en matière de harcèlement sexuel soulève des questions. Celui-ci stipule que toutes les parties impliquées dans la déposition d'une plainte doivent maintenir la confidentialité du processus.

Illustratrice : Marie-Claude Légaré

Pour sa part, M. Costopoulos, considère que le maintien de la confidentialité est une procédure standard dans ce genre de politique. « *Je ne me souviens pas qu'il soit déjà arrivé qu'une victime exprime le désir de parler publiquement de son expérience* », affirme-t-il.

Une clause pour protéger ?

Selon la professeure titulaire à la Faculté de droit de l'UdeM et spécialiste en droit pénal Anne-Marie Boisvert, plusieurs raisons peuvent justifier ce genre de clause. « *La demande de confidentialité vient souvent des victimes elles-mêmes,* indique-t-elle. *Mais très souvent, c'est également lié aux droits inscrits dans les conventions collectives des employés.* » La convention collective du personnel non enseignant de McGill énonce que tout renseignement porté au dossier doit demeurer confidentiel.

Il est également noté que toute mesure disciplinaire sera considérée nulle et retirée du dossier de l'employé après 12 mois si aucune autre mesure semblable n'est imposée dans ce délai. Mme Boisvert précise cependant que les pouvoirs de l'université restent limités. « *L'agression sexuelle est un crime au Canada,* rappelle-t-elle. *Sa répression est le rôle de l'État. Si une accusation est portée, le processus est public et il n'est pas question de confidentialité.* »

Toutefois, selon Mme MacArthur, cette mesure pourrait cacher des motifs moins louables. *« Les victimes peuvent bénéficier de la confidentialité si c'est ce qu'elles souhaitent,* dit-elle. *Mais il ne serait pas étonnant que cet article vise d'abord à les faire taire pour protéger la réputation de l'Université* ».

Un long processus

De son côté, M. Costopoulos se dit certain qu'une nouvelle politique puisse être adoptée d'ici la fin de l'année scolaire. « *J'ai été très surpris par la réaction du groupe militant*, avoue-t-il. *Mais je continue de travailler très fort avec eux sur ce projet et on espère voir des résultats concrets bientôt.* » Il précise toutefois que sa dernière rencontre avec le groupe remonte à plusieurs semaines.

D'ici là, les victimes peuvent déposer une plainte au Doyen aux étudiants, mais cette procédure implique de se présenter à dix rencontres, selon la coordinatrice externe du Centre d'agression sexuelle de la Société des étudiants de McGill (SACOMSS), Dorothy Apedaile. Elle explique que l'étudiant doit alors raconter son histoire devant dix individus différents, dont la plupart possèdent généralement peu ou aucune formation en matière d'agression sexuelle. Le processus entier peut prendre jusqu'à 90 jours. « *Au lieu d'aider les victimes, on leur fait vivre de nouveaux traumatismes*, croit Dorothy. *Il y a un manque flagrant de soutien.* »

Dans ce contexte, la politique en matière de harcèlement sexuel peut-elle servir de recours aux victimes ? Cela peut se faire, selon Dorothy, mais c'est rarement efficace, et lorsqu'une décision est rendue, la victime perd le droit de faire appel à tout dispositif externe. Aussi, la plupart décident-elles de ne pas porter plainte, selon elle.

UdeM : POLITIQUE CONTRE LE HARCÈLEMENT

Parmi les procédures de traitement des situations, le point numéro 20 mentionne la confidentialité : « *Les dossiers de harcèlement sont strictement confidentiels et doivent être traités de manière à en respecter le caractère confidentiel.* »

Source : Bureau d'intervention en matière de harcèlement

LA MUSIQUE ÉMERGENTE N'AURA JAMAIS ÉTÉ AUSSI ACCESSIBLE

MAINTENANT DISPONIBLE

Disponible sur App Store

DISPONIBLE SUR Google play

COMPRENDRE POUR AGIR

Quartier Libre fait découvrir des programmes d'été ouverts aux étudiants de tous horizons. Dans ce numéro : l'École d'été sur l'intervention et la diversité religieuse. Celle-ci se déroulera du 6 au 10 juin sur le campus de Longueuil de l'Université de Sherbrooke. Pour sa première édition, l'École abordera les problématiques religieuses dans les milieux professionnels.

PAR NASSIMA BENNACEUR

« Nous proposons une formation qui allie théorie et pratique. Chaque jour, un intervenant traitera d'une étude de cas, explique le directeur du Centre d'études du religieux contemporain de l'UdeS qui organise les cours de cette école d'été, David Koussens. *Les exercices pratiques permettront de prendre en compte les réalités des autres, qui sont utiles à la société. »*

> *« La religion prend une place très importante dans l'identité de mes apprenants [...] »*
>
> **Annie-Ko Giroux**
> Étudiante à la maîtrise en médiation interculturelle à l'UdeS

Lancée par la professeure associée au Centre d'études du religieux contemporain Lorraine Derocher, l'École cherche aussi à répondre à la demande de praticiens désireux d'intervenir de manière plus efficace dans leurs milieux de travail. *« Il s'agit de donner une formation intensive à la clientèle des intervenants, qu'ils proviennent des milieux hospitaliers, psychologiques, juridiques ou de la protection de la jeunesse »,* précise-t-elle.

L'École peut accueillir jusqu'à 40 inscrits et est ouverte à toute personne possédant un baccalauréat, quel que soit leur champ d'activités. Les cours peuvent être crédités dans le cadre d'un programme de deuxième cycle. *« Je me suis inscrite au cours Intervention et liberté religieuse surtout par curiosité,* indique l'étudiante à la maîtrise en médiation interculturelle à l'UdeS Annie-Ko Giroux. *C'est aussi en lien avec mon travail, car j'enseigne en francisation pour les adultes. La religion prend une place très importante dans l'identité de mes apprenants et la diversité religieuse dans mes classes apporte de nombreux défis, parfois entre les élèves, parfois avec mes propres croyances et valeurs. »*

Professeurs et chercheurs dispenseront trois heures de cours théorique chaque matin sur des sujets tels que les libertés religieuses et les accommodements raisonnables. En après-midi, des intervenants viendront témoigner de leurs expériences autour d'un cas pratique ou d'une problématique spécifique liée aux milieux d'intervention.

Pour l'étudiante à la même maîtrise Gabrielle Déry, la compréhension de la diversité est essentielle pour intervenir efficacement dans des situations parfois délicates. *« Moi qui considère que la religion dans la société québécoise relève d'un tabou et de non-dits qui contribuent à la méconnaissance et à la construction de préjugés et de méfiance face à la culture qui nous est étrangère, je vois dans cette formation une porte d'entrée vers l'équilibre tant espéré entre ouverture et vigilance »,* souligne-t-elle.

Une occasion aussi pour Annie-Ko de mieux comprendre les liens qui unissent les religions, la culture et l'identité de ses élèves. *« La religion n'a pas pris une place aussi importante dans ma construction identitaire que dans celle de mes élèves »,* rapporte-t-elle. Cette approche interdisciplinaire devra également permettre de comparer ce qui se fait sur le terrain et dans la recherche.

LA SPIRITUALITÉ EN MUTATION

Comprendre l'évolution spirituelle de la société est l'un des objectifs du Centre d'études du religieux contemporain de l'Université de Sherbrooke. Créé en juillet dernier, le Centre a pour vocation d'analyser les changements au sein des systèmes de croyances. _Quartier Libre_ a rencontré son directeur, le professeur adjoint à la Faculté de droit David Koussens.

PROPOS RECUEILLIS PAR NASSIMA BENNACEUR

Quartier Libre : Quand on fait référence au religieux contemporain, de quoi s'agit-il ?

David Koussens : Il faut comprendre que nous vivons dans des sociétés où le religieux s'est véritablement transformé et où les systèmes de croyances se sont individualisés. Le religieux est aujourd'hui multiple, éclaté, très diversifié. C'est cette réalité que nous appelons « religieux contemporain ». Afin de mieux l'étudier, nous avons conçu des programmes qui systématisent à son plus haut niveau l'analyse interdisciplinaire. Par exemple, on ne peut aujourd'hui penser la radicalisation religieuse sans apport de l'exégèse [NDLR : étude et explication d'un texte]. Celle-ci permet de déconstruire les lectures fondamentalistes de textes sacrés par la sociologie et d'outiller sur les transformations des rapports aux croyances. L'exégèse donne aussi un cadre de compréhension aux trajectoires individuelles ou groupales de radicalisation en science politique qui s'inscrivent dans un contexte géopolitique particulier.

> *« On ne peut aujourd'hui comprendre les phénomènes religieux contemporains sans théologie.»*
>
> **David Koussens**
> Directeur du Centre d'études du religieux contemporain de l'Université de Sherbrooke

Photo : Courtoisie Université de Sherbrooke

David Koussens est aussi titulaire de la Chaire de recherche Droit, religion et laïcité à l'Université de Sherbrooke.

***Q.L. :* C'est pour cette raison que vous avez créé ce centre universitaire ?**

D.K. : En créant le nouveau Centre d'études du religieux contemporain, nous avons élargi l'équipe enseignante [du département] à 24 professeurs, tous experts dans des champs disciplinaires très variés comme la théologie, la médecine, le droit, la philosophie, l'anthropologie ou encore l'histoire. Cela nous permet de donner des formations plus complètes, qui systématisent l'analyse interdisciplinaire du phénomène religieux et correspondent pleinement à la réalité des transformations du religieux aujourd'hui. La plupart des cours sont donnés à distance, mais également sur le campus de Longueuil en soirée.

***Q.L.* : Pouvez-vous nous donner des exemples de matières qui y sont enseignées ?**

D.K. : Nous avons d'abord des cours qui visent à donner aux étudiants des outils théoriques et méthodologiques sans lesquels il serait difficile d'approcher le phénomène religieux. Dans un deuxième temps, [nous étudions] les nouveaux lieux d'émergence et de transformation du religieux. Plusieurs cours thématiques touchent aux relations entre religion et environnement, religion et sexualité, religion et laïcité. Enfin, nous proposons des formations très pratiques destinées aux professionnels qui sont confrontés au religieux dans leur milieu de travail : management en entreprise, gestion du religieux à l'hôpital, accommodements raisonnables.

***Q.L.* : Selon vous, quel est l'avenir des programmes universitaires en théologie au sein des universités québécoises ?**

D. K : On ne peut aujourd'hui comprendre les phénomènes religieux contemporains sans théologie. Cette discipline, qui continue à susciter un véritable intérêt chez les étudiants, reste donc très présente dans les enseignements au Centre d'études du religieux contemporain. Nous travaillons même à renforcer ce créneau, et plusieurs projets de développement sont en cours.

PRÉVENTION LUDIQUE

Dans le cadre d'une campagne de prévention des infections transmissibles sexuellement (ITS), une étudiante de l'UdeM a décidé d'envisager l'utilisation du jeu vidéo pour sensibiliser son public. Une initiative innovante qui pousse à s'interroger sur l'utilité de ce médium dans l'apprentissage de comportements sains.

PAR AMBRUNE MARTIN

« Depuis quelques années, on s'est penché sur l'évaluation des interventions traditionnelles en prévention des ITS et en éducation de la sexualité de manière générale : les effets de ces campagnes restent assez mitigés, explique l'étudiante au doctorat en psychopédagogie à l'UdeM et créatrice du jeu, Sara Mathieu-Chartier. *Parfois des interventions se sont avérées peu efficaces pour, par exemple, changer les comportements. »* Pour pallier ces résultats modestes, elle a envisagé un médium jusque-là peu exploité : le jeu vidéo.

C'est en étudiant les pratiques sexuelles chez les jeunes adultes du Québec que Sara s'est aperçue du besoin d'avertir cette population des risques liés aux ITS. *« C'est une population difficile à joindre parce qu'elle est très mobile, elle n'est pas regroupée dans des lieux d'apprentissage comme les enfants ou les adolescents peuvent l'être »,* précise-t-elle.

> *« On parle ici d'un thème assez sensible, et beaucoup de jeunes adultes ne vont pas forcément être à l'aise de parler de santé sexuelle avec un groupe. L'idée, c'est d'utiliser au maximum le potentiel des jeux vidéo et des technologies pour que l'intervention s'adapte à la personne concernée. »*
>
> **Sara Mathieu-Chartier**
> Étudiante au doctorat en psychopédagogie à l'UdeM

Les jeunes adultes passent moins de temps devant la télévision, privilégiant à celle-ci l'ordinateur ou le téléphone intelligent, selon Statistique Canada. *« La précédente génération de médias n'a plus la même portée auprès des jeunes publics,* pense l'étudiant à la maîtrise en communication et président de l'association UdeM Gaming, Théophile Hladky. *Il est nécessaire de s'adapter aux pratiques plébiscitées par ces nouvelles générations ».*

Le jeu de Sara, toujours à l'étape de projet, prendra probablement la forme d'une application mobile. *« Lorsqu'on étudie les données au Québec sur l'accessibilité au Web et au téléphone intelligent, ce sont les jeunes adultes qui utilisent le plus ces médias,* explique-t-elle. *De 90 à 95 % d'entre eux pourraient avoir accès à notre jeu si on utilise ces moyens-là. »*

L'accès direct à l'information depuis son téléphone permet aussi à l'utilisateur une intimité, utile pour certaines campagnes. *« On parle ici d'un thème assez sensible, et beaucoup de jeunes adultes ne vont pas forcément être à l'aise de parler de santé sexuelle avec un groupe*, ajoute Sara. *L'idée, c'est d'utiliser au maximum le potentiel des jeux vidéo et des technologies pour que l'intervention s'adapte à la personne concernée. »*

Un média prometteur

En participant au projet *It's Your Game – Keep it real !* à l'École de santé publique de l'Université du Texas en 2012, qui met en place un jeu vidéo éducatif dans les écoles primaires sur l'approche de la sexualité, Sara a pu constater l'efficacité de ce médium, mais aussi ses écueils. *« On est au début de l'exploration du potentiel du jeu à des fins éducatives,* indique l'étudiante. *Les bons jeux tirent profit de l'adaptabilité, de l'interactivité, mais font aussi en sorte que les mécaniques de jeu présentent l'apprentissage comme tel. On n'essaie pas de masquer l'intervention traditionnelle avec des principes de ludification un peu collés, peu efficaces. »*

Photo : Charles-Olivier Bourque

La doctorante Sara Mathieu-Chartier indique qu'elle a beaucoup joué aux jeux vidéo avant d'entreprendre son doctorat.

Alors que l'habitude est à la séparation entre activités ludiques et apprentissage, le pari est fait ici de réunir les deux dans le cadre de ces campagnes de prévention 2.0, la démarche traditionnelle de sensibilisation n'étant pas infaillible. *« Le jeu vidéo permet presque l'apprentissage naturellement*, indique le directeur du DESS en design de jeux vidéo à la Faculté de l'aménagement de l'UdeM, Louis Martin Guay. *L'interactivité y joue pour beaucoup. Les jeunes pourront être actifs, interagir bien plus que simplement lire ou voir une campagne de prévention. »*

Une autre manière d'apprendre

L'intégration de ce médium à un cadre de prévention doit encore faire ses preuves. Le principal enjeu est de pouvoir s'assurer que l'initiative fonctionne. Dans le cadre de cette campagne, que les jeunes adultes concernés changent leurs comportements par rapport à leur sexualité à risque. *« La technologie nous permet aussi la collecte de données en temps réel*, indique Sara. *C'est une espèce de fantasme du chercheur »*.

Plus circonspect, Louis Martin Guay s'interroge sur la capacité du jeu à faire réellement changer le comportement des utilisateurs. *« On peut présumer de la validité de l'expérience, mais pas la garantir*, note-t-il. *Je reste convaincu que c'est porteur d'avenir, au moins pour les facilités de diffusion que permet le virtuel ».*

Le projet de Sara ne sera cependant pas développé tout de suite. *« Ma thèse est essentiellement théorique*, précise-t-elle, *la demande de financement ne se fera qu'après le dépôt de celle-ci ».* Le débat est également éthique selon elle, concernant l'octroi de fonds publics pour le développement d'un jeu vidéo.

Utilisez-vous une plateforme de musique en ligne, et pourquoi ? Comment a-t-elle changé votre façon d'écouter de la musique ?

Propos recueillis par TIMOTHÉE BEURDELEY

Photo : Courtoisie Philippe Bouchard Aucoin

Philippe Bouchard Aucoin

Baccalauréat en génie physique à Polytechnique

« Je me suis abonné à Spotify car la plateforme proposait une promotion intéressante pour les trois premiers mois. J'ai trouvé ça sympa donc j'ai gardé mon abonnement. Je consomme plus de musique depuis que je suis abonné. Auparavant j'achetais ma musique en mp3, ce que j'ai arrêté de faire depuis que j'écoute de la musique en streaming. »

Photo : Timothée Beurdeley

Claire Bottalico

Baccalauréat en études cinématographiques

« Je ne suis pas abonnée à une plateforme de streaming. J'utilise plutôt des sites qui permettent de transformer les pistes YouTube en mp3, puis de les mettre sur son compte iTunes. Je ne suis pas sûre que ça soit légal par contre. J'utilise un petit peu Spotify aussi et il m'arrive encore d'acheter des CD. »

Photo : Timothée Beurdeley

Kelly Pesant

Baccalauréat en relations industrielles

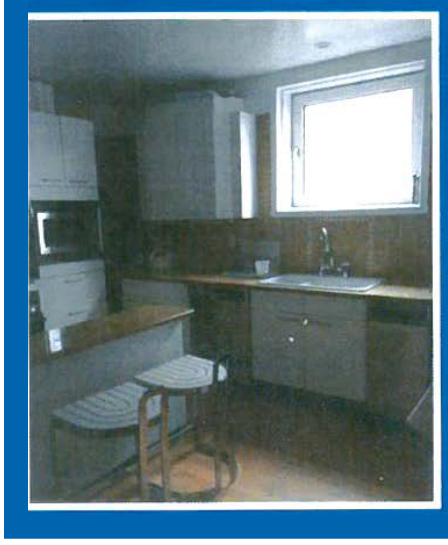
« Je continue à acheter des CD et je passe par YouTube pour écouter ma musique. Je suis aussi abonnée à Apple Music. Je paie chaque mois pour avoir un accès illimité. Ça permet d'écouter en streaming mais aussi de télécharger les morceaux. Il y a tout le catalogue que je veux. »

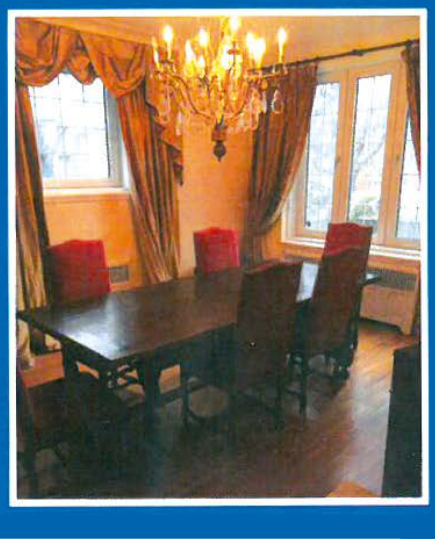
Photo : Timothée Beurdeley

Elyes Lamouchi

Mineure en arts et sciences

« Je ne suis pas abonné à une plateforme de streaming. J'utilise principalement YouTube pour écouter de la musique. Je passe parfois par Soundcloud en me connectant via mon compte Google. Je n'ai pas vraiment envie de payer pour un abonnement. »





APPELEZ :
CONTACT :
514 992-1930

- Rénové, en excellent état
- 3 chambres, 2 salles de bain (chaque étage)
- Coin Côte-Ste-Catherine à proximité d'hôpitaux et de l'université
- Renovated, in excellent condition
- 3 bedrooms, 2 bathrooms (each floor)
- Off Côte-Ste-Catherine close proximity to hospitals & university

VIVRE AVEC LE *STREAMING*

Les revenus des plateformes de musique en ligne *streaming* ont augmenté de 45 %*. Si la diffusion en flux offre une nouvelle visibilité aux artistes, notamment émergents, cela soulève aussi un problème de rémunération pour eux.

PAR TIMOTHÉE BEURDELEY

Avec 30 millions d'abonnés en mars 2016, le leader du marché de la musique en ligne est sans conteste Spotify. Mais il y a aussi Deezer, Soundcloud et plus de 400 autres sites de *streaming*. L'étudiant au certificat en musiques numériques Mathieu Lefèbvre pense que ces plateformes peuvent être utiles pour les artistes émergents qui cherchent plus de visibilité. *« C'est un excellent outil pour rejoindre des gens partout dans le monde*, estime-t-il. *Le faible coût ou la gratuité encourage le public à découvrir de nouveaux artistes dans les catalogues de musique infinis de ces plateformes. »*

L'étudiante au baccalauréat en musiques numériques Barbara Finck-Beccafico a cofondé l'étiquette indépendante Poulet Neige et fait partie du duo électro *about :* qu'on retrouve sur plusieurs plateformes de *streaming*. *« Quand tu es un artiste émergent, tu veux que ta musique soit accessible dans le plus d'endroits possible*, souligne-t-elle. *Ton objectif premier n'est pas de faire de l'argent, mais de créer une base de* fans*, qui elle, te permettra de vivre de ta musique en achetant des disques ou en allant à tes concerts. »*

Barbara pense par contre qu'il est difficile de sortir du lot sur les plateformes de *streaming*. *« Il y a quelques initiatives comme les Nouveautés du vendredi sur Spotify qui peuvent donner un peu de visibilité aux artistes émergents*, explique-t-elle. *Mais c'est important d'avoir une stratégie pour se créer un public, en proposant des* playlists [NDLR : listes de lecture] *de qualité par exemple, ce qui prend du temps à faire. »*

Le nerf de la guerre

Après le vinyle puis le CD, le *streaming* est une nouvelle évolution du mode de diffusion de la musique. *« On est confrontés à un nouveau modèle qui n'a pas beaucoup été appréhendé et qui va exiger qu'on revoie le fonctionnement et les modes de financement de l'industrie musicale »*, relève le professeur titulaire à la Faculté de musique et directeur de l'Observatoire interdisciplinaire de création et de recherche en musique, Michel Duchesneau.

Bien que le nombre d'abonnés payant augmente sur les plateformes de *streaming*, une majorité d'internautes ne paient pas pour consommer de la musique en ligne. Ils sont plus de 100 millions à utiliser les services de *streaming* gratuits, contre 41 millions d'abonnés payant, selon le document sur l'état des lieux de l'industrie québécoise d'août 2015 de l'ADISQ. *« Le* streaming *encourage les gens à payer moins pour écouter de la musique,* pense Mathieu Lefèbvre. *Les artistes bien établis perdent probablement beaucoup d'argent depuis l'arrivée du* streaming. *»*

Des artistes de renom comme Jean Leloup ou Taylor Swift déplorent le faible niveau de rémunération du *streaming*. Au Canada, la Commission des droits d'auteurs a fixé en mai 2015 à 10,2 cents la redevance pour 1 000 écoutes. *« C'est un chiffre dérisoire*, souligne le professeur à la Faculté de droit de l'Université Laval Georges Azzaria. *Les artistes continuent toutefois de percevoir les recettes liées à la radiodiffusion, aux ventes physiques ou encore aux concerts. Le problème est que la consommation se déplace vers un support qui rémunère mal les artistes. »*

L'écoute de la musique en flux a progressé de 45,2 % entre 2014 et 2015*. *« On peut penser que les tarifs vont finir par augmenter*, relève M. Azzaria. *Il est maintenant possible de démontrer que le* streaming *devient une part importante de la rémunération des auteurs. »* Le professeur estime que le lobby de l'industrie musicale est très actif et parviendra sans doute à hausser le seuil des redevances.

Barbara, qui n'a jamais touché d'argent grâce à ce mode de diffusion, pense aussi que le *streaming* finira par rémunérer les artistes à leur juste valeur. Michel Duchesneau note par ailleurs que l'État pourrait intervenir pour mettre en place des mécanismes de rétribution afin d'impliquer des entreprises comme Apple et Google qui profitent largement du système.

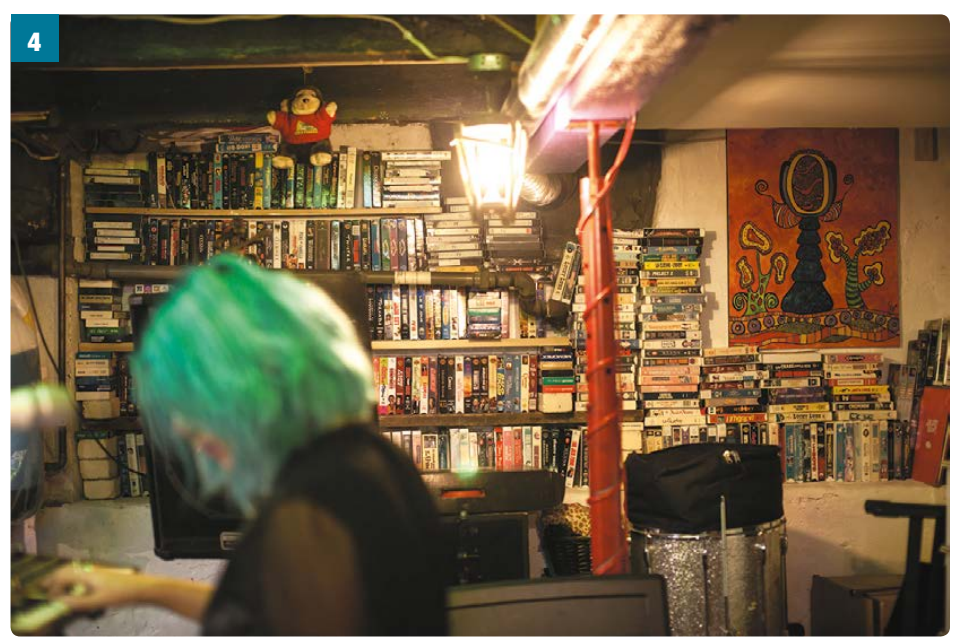
*Chiffres de la Fédération internationale de l'industrie phonographique parus le 12 avril 2016

Mathieu Lefèbvre
Certificat en musique numérique

« Je ne suis abonné à aucune plateforme de streaming. J'achète les CD des artistes dont je suis fan, et je loue tout le reste gratuitement à la bibliothèque. J'aime l'idée qu'une oeuvre musicale se concrétise physiquement. L'action d'ouvrir un boitier de CD, de découvrir la pochette et le livret puis de mettre le disque dans le lecteur et de s'asseoir pour l'écouter, encourage une écoute plus active. Sur internet, notre attention est plus facilement détournée et la musique finit par devenir secondaire. »

Reportage photo : **Créer dans son sous-sol**

PHOTOS : CHARLES-OLIVIER BOURQUE • TEXTE : GUILLAUME MAZOYER



1 • L'étudiante au baccalauréat en musiques numériques Barbara Finck-Beccafico fait partie du duo électro about: et a cofondé l'étiquette indépendante Poulet Neige.
2 • Barbara aime se plonger dans une ambiance détendue pour stimuler sa créativité, afin de réfléchir à des idées et de les mettre sur papier. Son duo about: compte 4 EP à son actif.
3 • Dans son sous-sol, Barbara s'installe derrière son ordinateur entouré de ses claviers pour enregistrer les premières notes et travailler sur ses pièces. Elle travaille sur des installations multisensorielle et multimédia, agençant son et lumière.
4 • Barbara et son copain ont insonorisé leur sous-sol grâce aux conseils d'un acousticien. Les nombreux éléments figurant dans la pièce et les surfaces inégales donnent un son intéressant et inédit à leurs productions en studio maison.

Plus de photos en ligne sur **quartierlibre.ca**

DESIGN ET ANTHROPOLOGIE

ENSEMBLE CONTRE LA PEUR DE L'AUTRE

La première charrette x_Phobies vise à améliorer le vivre-ensemble au sein de l'UdeM. Véritable incubateur d'idées et de partage entre l'anthropologie et le design, x_Phobies réunira des étudiants de ces deux domaines les 28 et 29 avril afin de proposer des concepts pour lutter contre la peur de l'autre sur le campus.

PAR EMELINE ANDREANI

Ce projet est soutenu par l'Association des cycles supérieures en aménagement et a obtenu une subvention d'initiative étudiante de la FAÉCUM.

Photo : Charles-Olivier Bourque

Une charrette est un atelier où les designers imaginent des concepts qui tentent de répondre à une problématique, le tout en un temps restreint. Une quinzaine d'étudiants de cycles supérieurs en anthropologie et en design effectueront une enquête de terrain au sein de l'Université afin de comprendre comment la peur est exprimée sur le campus. Ils devront ensuite proposer, dès le deuxième jour, des concepts qui répondront à ce problème. *« Il y a une dimension de l'inconnu dans cette charrette, car on veut vraiment que les étudiants sortent de leurs idées préconçues pour favoriser l'échange entre les deux domaines »,* souligne la coorganisatrice de l'événement, anthropologue et postdoctorante en groupe de design et culture matérielle, Solen Roth.

À la fin de la seconde journée, chaque groupe présentera son concept au jury, composé d'un professeur en anthropologie, d'un designer et d'un représentant du Centre de recherche – action sur les relations raciales. Même si la réalisation du projet est incertaine, notamment en raison du financement, l'équipe gagnante remportera toutefois une bourse de 500 $.

Les trois organisatrices de l'événement, étudiantes à l'UdeM, souhaitent favoriser les échanges interdisciplinaires au sein de l'Université. *« On essaie de faire en sorte que deux disciplines qui ne se parlent pas forcément travaillent ensemble,* précise Solen. *Surtout qu'entre anthropologues et designers, je pense qu'il y a un gros potentiel interdisciplinaire. »*

Le design et les causes sociales

Pour l'étudiante à la maîtrise en aménagement Liliane Salamé Pichette, cette façon de procéder représente une belle occasion d'enrichir sa vision sur les problématiques sociales. *« On a l'habitude d'emprunter des méthodes de terrain à l'anthropologie et à la sociologie, notamment pour faire des entrevues,* exprime-t-elle. *Mais là, ce sera la première fois que l'on travaillera réellement avec des étudiants en anthropologie ».* Selon elle, cette expérience permettra aux designers de profiter de l'expertise des anthropologues pour mieux comprendre leur cible.

Afin de répondre à des problématiques sociales, le professeur agrégé à la Faculté de l'aménagement de l'UdeM et directeur du groupe Design et société, Philippe Gauthier, explique que le design commence d'abord par donner forme au problème. Mais cette démarche ne peut se faire sans une certaine compréhension du monde. Il y a donc une complémentarité entre l'anthropologie et le design. *« On apprend des sociologues sur comment faire la critique de la société, et les sociologues apprennent de nous, de notre façon de transformer le monde »,* explique-t-il.

Selon la directrice du programme en études autochtones à l'UdeM, Marie-Pierre Bousquet, cet échange permet également de respecter les droits de la propriété intellectuelle de certains peuples. *« Quand parfois on récupère le design d'autres personnes, car on le trouve beau, on ne se rend pas compte qu'il y a un sens derrière, qu'il soit sacré, spirituel ou autre,* précise-t-elle. *Donc il y a tout un aspect qu'il faut connaître pour le respecter, et dans ce sens-là, cette interdisciplinarité est excellente ».*

Bien que cet événement reste modeste, Solen Roth espère toutefois qu'il favorisera le début d'une discussion entre ces deux disciplines, mais également entre d'autres domaines afin d'inciter les étudiants à ouvrir leurs horizons.

ÉDUCATION

L'APPRENTISSAGE ADAPTÉ S'EXPOSE

La 10e édition de l'exposition des finissants en adaptation scolaire aura lieu le 21 avril au pavillon Marie-Victorin de l'UdeM. Ouvert à tous, l'événement présente le travail accompli par les étudiants dans le milieu de l'innovation pédagogique tout au long de leur dernière année universitaire.

PAR ELSA FORTANT

« L'exposition des finissants met en lumière 32 projets, réalisés personnellement ou par des groupes de quatre ou cinq personnes, explique la responsable des commanditaires et de la publicité de l'exposition et étudiante au baccalauréat en enseignement en adaptation scolaire, Cassandre Lemieux-Leclerc. *Les étudiants ont travaillé sur leur projet tout au long de la dernière année de formation, une session ayant été dédiée à la création, et l'autre à la mise à l'essai. »* Le matériel créé peut aussi bien prendre la forme d'une trousse, d'un cahier ou d'un atelier et concerne le primaire comme le secondaire. Par exemple, le projet *Mundomo* offre des outils pédagogiques pour l'apprentissage de la lecture. *L'éthique pratique, toute une tactique* propose pour sa part une trousse d'activités ludiques qui se concentre sur le développement de l'estime de soi chez l'élève.

L'adaptation scolaire, c'est l'enseignement adapté à des élèves en difficulté d'apprentissage qui peuvent avoir des handicaps moteurs ou mentaux. *« Elle se met en place dans des contextes très variés,* explique la responsable du baccalauréat en enseignement en adaptation scolaire Annette Braconne-Michoux. *Le milieu d'intervention varie de l'école entière, pour les enfants qui ont des troubles intellectuels ou physiques, à quelques élèves dans une classe. »* L'UdeM propose un baccalauréat en quatre ans et une maîtrise pour la spécialisation.

Cette exposition donne l'occasion aux enseignants professionnels de s'informer sur de nouveaux procédés ou même de demander la permission à un étudiant de reproduire son projet ou de l'utiliser en classe. *« Ça montre* [aussi] *aux futurs étudiants en adaptation scolaire qu'ils seront capables de produire un projet d'une grande envergure à la fin de leurs quatre années universitaires »,* ajoute Cassandre. Quant au public qui n'a pas de lien direct avec l'enseignement, comme les parents d'élèves, il peut y trouver l'inspiration pour des ateliers maison.

Un enseignement concret

Après avoir été confrontés aux difficultés d'enseigner la santé et la sécurité en milieu de stage, les finissants en adaptation scolaire Zoé Chamberland-Black, Vanessa Mc Duff, Stéphanie Methot et Vincent Nareau-Boulich ont eu l'idée de regrouper les informations existantes à ce sujet sur une clé USB. *« Les ressources étaient très disparates, difficiles à trouver, pas organisées,* indique Zoé. *Sur la clé USB, il y a des centaines de documents informatifs, des activités, des vidéos, des brochures, du matériel à afficher, tous classés par milieu d'application. On a eu des retours très positifs. Les enseignants qui l'ont essayée ont beaucoup apprécié, car ça n'existait pas et c'est simple à utiliser. »* La trousse a été remise aux commissions scolaires qui ont géré sa diffusion dans les écoles.

Photo : Courtoisie Cassandre Lemieux-Leclerc

« L'événement ne pourrait pas avoir lieu sans commanditaires, ajoute Mme Lemieux-Leclerc. *Même si la Faculté* [des sciences de l'éducation] *donne un budget, elle n'a pu nous accorder que 300 $ en raison des nombreuses coupes. La somme couvre à peine les modifications à apporter au site internet de l'exposition ou la décoration de la salle. »* Rien qu'en publicité, l'organisation a dépensé 800 $ afin d'attirer un maximum de visiteurs, dont des maisons d'édition qui pourraient souhaiter acheter les droits d'auteur de certains projets.

Exposition des projets des finissants en adaptation scolaire de l'UdeM

Jeudi 21 avril 2016 | 14 h à 20 h

Pavillon Marie-Victorin | Locaux B-243 et B-253 | Gratuit

Art public à l'UdeM

LE JARDIN DES HESPÉRIDES

PAR FÉLIX LACERTE-GAUTHIER

Créé en 1994 par l'artiste canadien Richard Purdy à partir de bronze, de granit, de béton et de brique, Le Jardin des Hespérides est une œuvre sculptée en deux morceaux ornant l'entrée du pavillon André-Aisenstadt.

«L'*œuvre a été acquise dans le cadre de la politique de 1 % de la Ville* [NDLR : 1 % du budget de construction d'un lieu public doit être alloué à la réalisation d'œuvres d'art destinées à ce dernier] *lors de la construction du pavillon »,* explique l'assistante aux communications du Centre d'exposition de l'UdeM Myriam Barriault.

Nommée en hommage à la mythologie grecque, l'œuvre tient son nom du 11e des 12 travaux d'Héraclès (Hercule dans la mythologie romaine). Il devait obtenir l'une des pommes d'or du jardin des Hespérides, ici remplacée par une pomme de pin. Le sculpteur souhaitait faire un lien entre la pensée grecque et l'université en tant que lieu d'éducation.

À côté de la pomme de pin se trouve une pyramide reposant sur un piédestal. Cette dernière est ornée de systèmes de notation mathématique en guise de lien avec le pavillon André-Aisenstadt qui abrite le Département de mathématiques et de statistique. *« L'œuvre est cependant clôturée et inaccessible au public pour des raisons de sécurité »,* explique Mme Barriault. Elle indique que des blocs se détachent de la structure du pavillon, et que l'Université est en procédure judiciaire contre le promoteur à ce propos.

Originaire d'Ottawa, Richard Purdy évolue dans le domaine des arts depuis plus de 40 ans, ayant entre autres monté des expositions en Australie, en France et aux États-Unis. L'œuvre Le Jardin des Hespérides a été créée dans le cadre de sa collaboration avec Les Industries Perdues, un groupe artistique qu'il a cofondé. Dans le cadre de cette collaboration, il a notamment réalisé des œuvres pour l'ONU, le Cirque du Soleil, la place Gérald-Godin devant la station de métro Mont-Royal et l'UdeM.

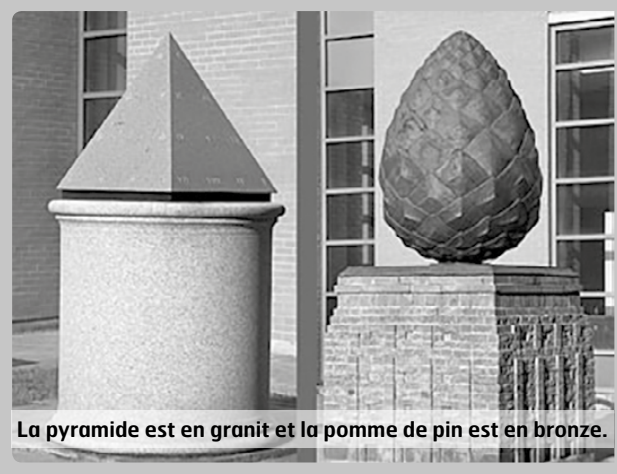


Photo : Courtoisie Art pour tous UdeM

La pyramide est en granit et la pomme de pin est en bronze.

TROIS SORTIES À PETITS PRIX

PAR MANUEL AUSLOOS-LALANDA

RAP IMPROVISÉ

Photo : Courtoisie End of the Weak

Le gagnant de la saison représentera le Québec lors d'une finale mondiale à Montreux en Suisse.

La cinquième saison de la compétition d'improvisation rap End of the Weak Montréal se tient à Montréal jusqu'au 23 septembre. La première édition de cette saison, qui s'est tenue samedi 16 avril dernier au TRH-Bar, sera suivie de quatre autres éditions (les 28 mai, 2 juillet, 13 et 20 août), avant la finale prévue le 17 septembre.

Chaque édition oppose cinq MCs — synonyme de « rappeurs » dans le milieu du rap — dans cinq épreuves différentes. Ils sont amenés à rapper des textes de leur cru, mais aussi à improviser sur des thèmes surprises, à s'adapter à des variations de tempo décidées par le DJ et à improviser un rap commun sur un thème choisi entre eux.

« On essaie de mélanger des artistes de la relève et de renom, explique l'un des organisateurs, Benoît Beaudry alias B-Brain. *On donne aussi toujours la chance à un artiste du public de se faire connaître et d'entrer dans la compétition via un* open mic [NDLR : micro-ouvert] *en début de soirée. »* Les juges, eux, changent d'une édition à l'autre, mais sont tous des personnalités de la scène musicale montréalaise.

End of the Weak Montréal

28 mai, 2 juillet, 13 août, 20 août, 17 septembre | Prévente : 6 $ | Porte : 10 $

TRH-Bar | 3699, boul. Saint-Laurent

FESTIVAL ACCÈS ASIE

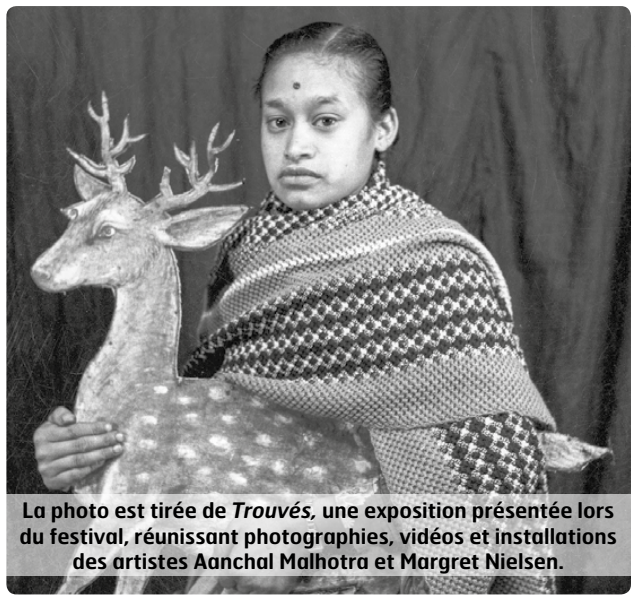


Photo : Courtoisie Festival Accès Asie

La photo est tirée de *Trouvés,* une exposition présentée lors du festival, réunissant photographies, vidéos et installations des artistes Aanchal Malhotra et Margret Nielsen.

La 21e édition du festival Accès Asie se déroulera à Montréal du 5 au 29 mai. Le festival se déroule tous les ans à cette période correspondant au mois du patrimoine asiatique au Canada. Plus d'une quinzaine de projections, concerts, spectacles de danse et événements littéraires d'artistes québécois d'origine asiatique se succèderont pour l'occasion.

« *Le festival vise à créer un pont entre les communautés asiatiques et la société québécoise*, explique le directeur général et artistique du festival, Khosro Berahmandi. *Il vise en même temps à lier entre elles les diverses communautés asiatiques implantées ici.* »

L'Asie centrale sera cette année à l'honneur avec, entre autres, une performance de l'artiste d'origine israélienne Miriam Peretz, qui donnera des spectacles de danses iranienne, afghane et tadjike.

Les autres pays d'Asie ne seront pas en reste pour autant. Le festival présentera notamment des films japonais muets des années 1920, avec performance musicale *live*, ainsi qu'une compétition de danse artistique moyenne-orientale. Des activités extérieures auront aussi lieu du 20 au 22 mai, aux Jardins Gamelin.

21e festival Accès Asie

Du 5 au 25 mai | www.accesasie.com | Prix variables

APÉRITIF ARTISTIQUE

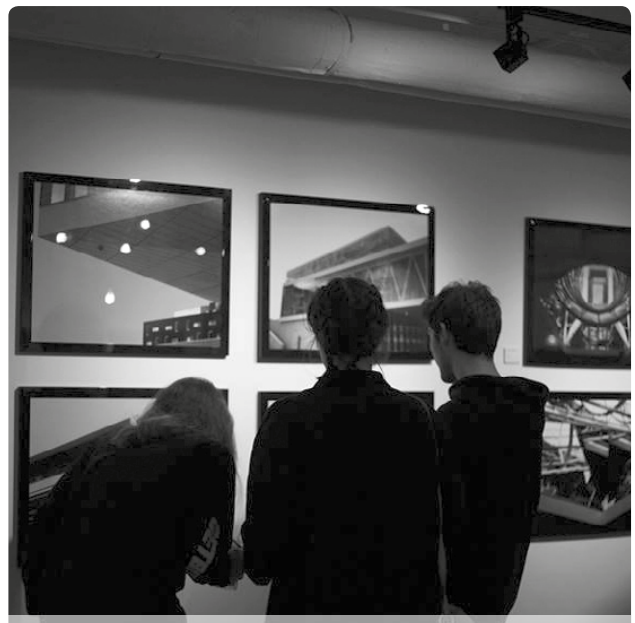


Photo : Courtoisie Ava Liu / Fonzie

Fonzie encourage le public à découvrir chaque semaine des artistes émergents de Montréal autour d'un apéritif.

L'espace d'exposition Fonzie tiendra ses *aperitivi* dansants tous les vendredis d'avril et de mai, comme à l'accoutumée depuis son ouverture en février dernier. Situé au 10, avenue des Pins, Fonzie est un ovni de la scène nocturne montréalaise. À mi-chemin entre la galerie d'art, le bar et la boîte de nuit, l'espace accueille les œuvres d'artistes montréalais émergents, que l'on apprécie cocktail à la main, sur fond de musique funk.

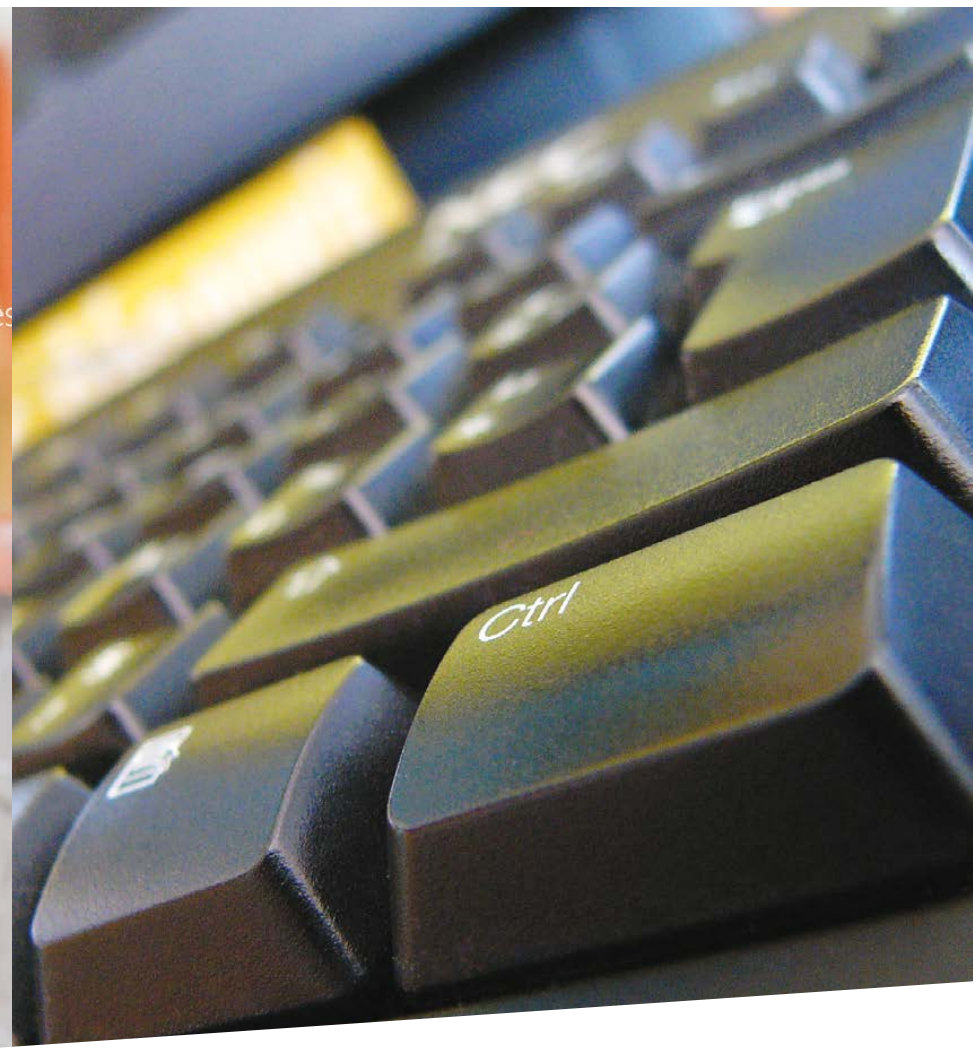
« Fonzie est un lieu où les gens peuvent se sentir à l'aise ; un lieu qui n'est pas stérile comme peut l'être une galerie d'art, mais qui n'est pas non plus un bar où l'on se rend seulement pour boire, explique l'un des trois fondateurs Jules de Laage. *L'idée derrière Fonzie était de créer une plateforme qui permette de réconcilier la vie sociale et l'intérêt pour l'art émergent. »*

Pour les deux derniers vendredis d'avril, les photos de Martin-F. Daigle et de Claire Terraillon seront exposées au côté des peintures d'Élisa-Jeanne Papillon et de Haya Salti.

Fonzie

Chaque vendredi soir d'avril et de mai | Dès 20 h

10, avenue des Pins Ouest | 3 $



LES PETITES ANNONCES DE QUARTIER L!BRE SIMPLE, EFFICACE ET GRATUIT !

quartierlibre.ca/annonces